
L'ingérence de Radio Free Europe selon RARET. Portugal, CIA et hypocrisie en pleine guerre froide

Auteur : Thirion, Antoine

Promoteur(s) : Geuens, Geoffrey

Faculté : Faculté de Philosophie et Lettres

Diplôme : Master en journalisme, à finalité spécialisée en investigation multimédia

Année académique : 2021-2022

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/16492>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.



Faculté de Philosophie et Lettres
Département Médias, Culture et Communication

L'ingérence de Radio Free Europe selon RARET.
Portugal, CIA et hypocrisie en pleine guerre froide

Mémoire présenté par Antoine Thirion
sous la surveillance de Geoffrey Geuens
en vue de l'obtention du grade de Master en journalisme

Année académique 2021-2022

Remerciements

Je tiens à remercier sincèrement toutes les personnes qui ont permis la réalisation de ce mémoire. Tout d'abord mon promoteur, Monsieur Geuens, que je remercie pour son intérêt pour mon sujet et son temps malgré ma situation particulière. Merci aussi à Caroline Prévinaire qui m'a accompagné du mieux possible sur l'aspect podcast malgré ces mêmes timings serrés.

Merci à mes parents qui m'ont toujours soutenu malgré les circonstances pas toujours simples à gérer. Merci à ma famille pour le soutien, quel qu'il soit, dans cette épreuve si particulière pour un étudiant.

Merci enfin à Miléna, ma compagne dans la vie et les études, pour le soutien moral à toute épreuve, pour les nombreux débats constructifs et les conseils avisés, pour ton temps toujours offert et pour ta présence continue.

« Le moyen de faire de la bonne propagande est de ne jamais avoir l'air d'en faire du tout. »¹
Richard Crossman

¹ Cité dans : Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*, trad. française par Delphine Chevalier, Paris, Éditions Denoël, 2003.

PREMIÈRE PARTIE : INTRODUCTION

1. Contexte de réflexion

Si l'on demandait à la population de dater le début de la période dite de « guerre froide », l'immense majorité d'entre elle pointerait l'après-Seconde guerre mondiale, dans un très court laps de temps après la fin du conflit. Et tout le monde leur donnerait raison. La période exceptionnelle – au sens d'exception – que connut le monde dans la seconde moitié du XX^e siècle, celle de l'opposition idéologique entre deux conceptions de la politique (bien que le Mouvement des Non-alignés mené par la Yougoslavie ne se soit pas positionné), surgit effectivement rapidement après la capitulation japonaise. Mais théoriquement, l'opposition de ces visions – capitaliste d'un côté, communiste de l'autre – est antérieure et remonte quelques décennies plus tôt. Lorsque les bolcheviks arrivent au pouvoir en Russie à la suite de la Révolution d'Octobre, ils instaurent le premier gouvernement à se revendiquer du communisme. En ce sens, la naissance de l'opposition des deux « camps » remonte davantage à 1917, le communisme rejetant la structure politique prônée par le capitalisme. Pourtant, la guerre froide « n'éclatera » qu'une trentaine d'années plus tard. Car pour l'heure, la Russie soviétique doit faire face à une guerre civile puis se structurer avant de pouvoir ne serait-ce qu'imaginer contester la puissance américaine. Le pays se retire même du Premier conflit mondial, trop jeune, trop faible.

Mais en 1945, alors que l'Armée rouge est venue à bout de l'Allemagne en traversant toute l'Europe et que les États-Unis ont fait capituler le Japon de l'autre côté du Pacifique, les choses ont bien changé. Soviétiques et Américains n'ont jamais été aussi forts, et ils ont tous les deux libérés l'Europe. Ils sont tous les deux gagnants, les deux systèmes ont triomphé. Problème, le communisme se fonde en contradiction avec le capitalisme. Malgré une volonté première des deux pays de s'associer, les deux idéologies ne peuvent cohabiter. En janvier 1944, Churchill déclarait à Staline que les trois grandes puissances étaient « les gardiennes de la paix mondiale » et qu'elles rempliraient parfaitement leur rôle si elles s'entraidaient¹. Mais l'optimisme initial a rapidement laissé place à une méfiance mutuelle croissante. La création de l'ONU visait à inscrire cette alliance pour la paix dans le marbre mais la prépondérance des alliés des États-Unis au sein de l'organisation gêne les Soviétiques : ils y voient la possibilité d'un monde dirigé par une majorité de pays occidentaux². Le 5 juin 1947, les États-Unis initient le Plan Marshall qui vise à relancer l'économie européenne via des prêts financiers contractés auprès de l'*Oncle Sam*. En quatre ans, 13 milliards de dollars sont octroyés aux pays européens³. En

¹ Herdeiro Vítor Madail, *RARET: A Guerra Fria Combatida a partir da Charneca Ribatejana* [e-book], Lisbonne, Edições 70, 2021, p. 22.

² *Ibid.*

³ Futura Sciences, « Guerre froide : en quoi consistait le plan Marshall ? » [en ligne], *Futura Sciences*, <https://www.futura-sciences.com/sciences/questions-reponses/epoque-contemporaine-guerre-froide-consistait-plan-marshall-5469/>

contrepartie, ces derniers s'engagent à importer des équipements et produits américains pour un montant équivalent à celui perçu¹. Consciente de l'importance qu'il offre aux Américains sur le *Vieux continent*, l'Union soviétique refuse que l'Europe de l'Est profite du Plan Marshall. La Tchécoslovaquie, pourtant initialement intéressée, doit même se retirer sous la pression de Moscou². Le 25 janvier 1949, pour contrer l'influence américaine en Europe, l'URSS fonde le COMECON (Conseil d'assistance économique mutuelle) pour promouvoir l'intégration économique des pays sous son influence. En les poussant à adopter l'économie planifiée, elle les éloigne du marché libre³. Quatre ans après la Seconde guerre mondiale, l'engagement des Américains et des Soviétiques à œuvrer ensemble pour pérenniser la stabilité politique mondiale est caduque. Le monde est désormais divisé en deux blocs, la « guerre froide » est officiellement lancée. Elle ne prendra fin qu'à la chute de l'URSS, le 26 décembre 1991.

Cela fait désormais plus de trente ans que l'Union soviétique a disparu, entraînant avec elle quatre décennies de tensions politiques, diplomatiques, économiques, technologiques et idéologiques fluctuantes qui ont façonné le monde pendant toute la deuxième moitié du XX^e siècle. Depuis, les historiens se sont abondamment penchés sur la période et nombre de ses aspects. Qu'il s'agisse d'actes ou de discours politiques, d'escalades ou de tensions militaires, de relaxes ou d'étouffements économiques, de coups bas ou de réussites diplomatiques : un grand nombre de ces moments importants comme anecdotiques ont été recueillis, analysés, décryptés et partagés. Aujourd'hui, qui peut prétendre qu'il ne sait rien, ou même pas grand chose, sur la guerre froide tant les moyens de s'informer sur la période sont nombreux ? Grâce à l'éducation scolaire et parentale, aux ouvrages et à Internet, la guerre froide est devenue un sujet historique particulièrement étudié et commenté. Certains seraient tentés de répondre que l'on a tout découvert, tout expliqué, tout raconté. Mais c'est là un des principes mêmes de l'histoire : il y aura toujours quelque chose à découvrir. Et la guerre froide ne déroge pas à la règle, d'autant plus parce qu'elle s'est organisée, la plupart du temps, parmi les secrets, les façades et les tromperies. C'est quand nous pensons tout connaître que nous découvrons de nouvelles choses, c'est lorsque nous plongeons dans un sujet que l'on se rend compte que nous ne connaissons pas grand chose. En partant de là, nous pouvons nous poser la question suivante : quel rôle les médias – et plus précisément la radio – ont-ils joué durant la guerre froide ?

C'est une réflexion qui sied parfaitement aux radios de substitution, Radio Free Europe (RFE) en tête, tant leur rôle, leur importance, leur influence, leur ampleur et leurs méandres sont particulièrement complexes à considérer. S'il est aujourd'hui évident de considérer l'action de RFE

¹ Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*, trad. française par Delphine Chevalier, Paris, Éditions Denoël, 2003, p. 105.

² Herdeiro Vítor Madail, *RARET: A Guerra Fria Combatida a partir da Charneca Ribatejana* [e-book], Lisbonne, Edições 70, 2021, p. 22.

³ *Ibid.*

comme une propagande médiatique pure et dure, il n'en reste pas moins compliqué d'en définir la teneur. Instruments du pouvoir, oui mais à quel niveau ? Pensées et dirigées par les États-Unis, oui mais à quel degré ? Financées par la CIA, oui mais avec quelle importance ? Influentes dans les soulèvements populaires au sein du Rideau de fer, oui mais à quel point ? Propagandistes et mensongères, oui mais à quelle profondeur ? Créée au sein du Comité national pour une Europe libre, Radio Free Europe recèle, encore aujourd'hui, bien plus de secrets, de mystères, de nuances et d'oublis qu'on ne le pense. Il serait facile de dire que RFE, par l'entremise des États-Unis (ou l'inverse), a massivement contribué à la révolte de Berlin-Est de 1953, à l'Insurrection de Budapest de 1956, au Printemps de Prague de 1968 et à la grève de Gdansk de 1980. Mais il est bien plus complexe d'établir à quel point la radio a pu – ou non – influencer, encourager, pousser ou encore forcer ces populations à se soulever contre l'ordre établi. Il est tout aussi difficile d'affirmer quelle fut l'importance de l'implication américaine véritable dans l'éditorialisme des émissions : en embauchant des exilés d'Europe de l'Est, RFE s'assurait de tenir en son rang des éléments décidés à critiquer le régime qu'ils avaient fui sans qu'on ait besoin de leur dire comment le critiquer. Il est encore plus risqué d'oser affirmer que les liens financiers qui permettaient à Radio Free Europe de diffuser ouvertement de la propagande anti-communiste sont peu nouveaux et simples à décoder. Mais il est encore un autre point qui rend plus compliqué la compréhension globale de ce qu'était Radio Free Europe : la méconnaissance générale qui entoure RARET (Rádio Retransmissão), l'émetteur portugais du réseau. Et ce, même au Portugal. Alors, parce qu'il s'agit de l'un des éléments les moins étudiés de l'oeuvre de Radio Free Europe, il convient de s'intéresser à ce complexe situé à Glória de Ribatejo, à une heure de Lisbonne, qui pendant plus de quarante ans, prit une part plus qu'active dans la mission propagandiste américaine sur les ondes hertziennes européennes.

2. Structure de travail

Le mémoire se compose de deux parties distinctes mais liées, en somme deux parties complémentaires : une partie théorique plus axée sur la réflexion et l'approfondissement, et une partie créative davantage centrée sur le récit et la notion d'hypocrisie.

a. Partie théorique

La partie théorique a été construite comme une addition à la partie créative, elle vise à « aller plus loin » en approfondissant certaines thématiques. Elle s'articulera autour de quatre axes principaux pour tenter d'appréhender le plus d'aspects et de notions possibles :

Pour « poser les bases » lexicales nécessaires à la réflexion, le premier axe s'intéressera aux notions de propagande, de droit à l'information et d'indépendance des médias. Y seront également

développées l'accélération de l'évolution de la propagande dans les décennies pré-Seconde guerre mondiale ainsi que l'émergence de la radio comme nouvel outil médiatique et politique.

La deuxième section s'intéressera au cas portugais, terre d'accueil de l'émetteur de Radio Free Europe. Il consistera, dans un premier temps, en une contextualisation historique du pays sous Salazar, étape nécessaire pour comprendre l'impact du chef d'État sur le futur accord avec les États-Unis. Suivra un focus plus spécifique aux relations diplomatiques, politiques et idéologiques entre les régimes portugais et américains, de leur incompatibilité à leur association. Un dernier mot enfin sera porté au contexte radiophonique portugais, élément immanquable pour comprendre le choix des Américains.

Le troisième axe se tournera du côté de la CIA, et plus précisément de ce que Frances Stonor Saunders nomme la « CIA culturelle ». Après avoir exploré les bases théoriques, idéologiques et légales de sa mise en place, une mise en lumière des rapports étroits entre les têtes pensantes de la CIA et les plus hauts sommets de la politique américaine visera à démontrer que l'Agence n'agissait ni seule ni dans le secret des puissants et que toute action était connue et validée par les hautes instances américaines. Il s'agira ensuite de s'intéresser à la provenance des budgets de la CIA ainsi qu'aux nombreux financements réalisés secrètement par l'Agence pour rendre compte de l'ampleur de son réseau et de son implication.

La dernière section, se penchera quant à elle plus directement sur le public – la cible même dans ce cas-ci – de Radio Free Europe : les habitants d'Europe de l'Est. Le premier point de réflexion sera la question de la réception, élément tellement important pour juger – ou plutôt estimer – l'importance de l'influence que RFE a pu avoir dans les différents soulèvements populaires au sein du Rideau de fer. Une recontextualisation permettra ensuite d'interroger le lien que cette population a, au fil des années, pu construire avec la radio. Facteur indissociable de la réussite – ou non – de la mission de Radio Free Europe, le rapport entre les autorités locales et ce nouveau média sera, elle aussi, questionnée. Un focus sera enfin apporté à la polémique qui agita Radio Free Europe à la suite de l'Insurrection de Budapest.

b. Partie créative

La partie créative a été pensée comme un récit en plusieurs volets. Elle s'articulera comme la narration d'histoire entremêlées qui, mises bout à bout, permettent de raconter les liens entre RARET, Radio Free Europe et certains soulèvements populaires de Budapest 1956 et Prague 1968. Elle sera divisée en 5 épisodes – format audio – de 10 minutes :

Le premier épisode s'intéressera aux différents éléments historiques et politiques qui mènent les États-Unis à lancer un vaste programme de propagande médiatique et culturelle à destination de

l'Europe de l'Est. Le deuxième épisode se concentrera spécifiquement sur l'émetteur portugais de RARET, de sa mise en place au quotidien de la station, en passant par les tensions entourant la prolongation de sa mission. Dans le troisième épisode, c'est l'Insurrection de Budapest qui sera placée au centre de la narration. Y seront abordés le tragique déroulé des événements mais aussi le rôle de la résistance par les médias ainsi que l'attitude polémique de Radio Free Europe lors de la crise. Le quatrième épisode s'articulera cette fois autour du Printemps de Prague, de sa phase initiale d'ouverture à son écrasement par les troupes soviétiques. Une attention particulière sera également portée à la synergie entre la presse et les autorités tchécoslovaques tout au long de la crise. Le dernier épisode traitera quant à lui de l'évolution de RARET et Radio Free Europe à partir des années 1970. Il y sera question du « remplacement » progressif de la radio par la télévision, du maintien de RFE et de l'émancipation de RARET au sein du réseau radiophonique américain.

c. Le choix du sujet

Quand on commence son parcours universitaire, nous savons pertinemment qu'il y aura, à terme, un mémoire à rentrer. Mais cette réalisation, aussi importante – tant au niveau de l'importance que de l'ampleur de l'engagement – et décisive soit-elle, reste pour tous un sujet que l'on met de côté jusqu'à l'arrivée en master. Mais quand le fameux moment de choisir est arrivé, je n'avais toujours aucune idée du sujet que je voulais défendre. Je savais simplement que cela devait être un mémoire de création car je n'aurais pas été capable de me plonger pendant de nombreux mois sur un même corpus d'analyse ou un même sujet théorique à développer.

Passionné depuis toujours par l'histoire, il m'était évident que je devais me tourner vers cette sensibilité. Malgré mon indécision, j'ai voulu explorer la Seconde guerre mondiale pour en raconter des histoires et/ou éléments méconnus ou oubliés et je me suis tourné vers Marc Vanesse (en tant que professeur « spécialiste » des mémoires de création) pour m'assister dans ma démarche. Mais après plusieurs mois de lectures et de prises d'informations, je n'avais toujours pas trouvé la forme que prendrait ma partie créative. En janvier 2022, suite aux conseils de Marc Vanesse, j'ai décidé de changer mon ambition première et de me focaliser sur un épisode plus spécifique de l'histoire. Mon idée était alors encore d'aborder un fait relié au Second conflit mondial. Et puis, début février, je suis tombé sur l'interview d'un ex-ingénieur portugais à la retraite. Il y parlait de son emploi, des années 1950 à 1990, dans une station secrète de radio, perdue en pleine campagne, et dont les patrons étaient américains. Cette interview m'a directement rappelé une vieille histoire que j'avais entendue quelques années auparavant sur un émetteur radio portugais sur lequel personne n'avait d'informations. J'ai alors décidé d'approfondir mes recherches sur le sujet.

Pendant plusieurs semaines, j'ai avancé sur trois sujets en même temps, deux sur la Seconde guerre mondiale et le troisième sur RARET donc. Parallèlement à cela, j'ai réussi à retrouver des extraits de programmes diffusés par Radio Free Europe tout au long de la guerre froide. L'idée de faire un podcast mêlant récit historique en voix-off et extraits de RFE m'est alors apparue comme une évidence. Cela me permettait de produire mon mémoire sur des éléments qui me tiennent particulièrement à coeur : l'histoire (une de mes passions), l'univers médiatique (le monde dans lequel j'aimerais incarner mon métier), la politique (un enjeu si important et pourtant trop négligé) et le Portugal (auquel je voue depuis toujours un amour incommensurable et dont j'étais fier de pouvoir parler).

Pour diverses raisons, Marc Vanesse ne pouvait pas m'accompagner sur ce sujet et je me suis retrouvé face à un dilemme : garder un sujet sur la Seconde guerre mondiale pour continuer le travail avec mon promoteur, ou choisir mon sujet « de coeur » et prendre le risque de recommencer le processus à zéro. Après réflexion, j'ai décidé de suivre mon intuition et ce conseil pour le mémoire qui dit de prendre un sujet dont on ne se lassera pas malgré un travail intense. En dépit des difficultés liées à ma situation particulière (changement de sujet, changement de promoteur, temps réduit pour produire le mémoire), je pense pouvoir dire que le choix de mon sujet s'est, *in fine*, fait naturellement.

d. Méthodologie

Mon intention première était simple, voire simpliste : un podcast d'une quarantaine de minutes, mêlant récit en voix-off et extraits de Radio Free Europe, qui serait divisé en cinq parties/chapitres séparés par des extraits musicaux. Le format long était pensé comme une émission radio unique qui traiterait de ce sujet. Un peu comme une série qui aborderait, à chaque épisode, un sujet historique différent. Les extraits musicaux devaient représenter les émissions musicales programmées par Radio Free Europe pour diffuser le jazz et le rock, interdits par le régime soviétique. Les extraits de RFE devaient illustrer les trois grands soulèvements populaires qui ont pris place au sein du Rideau de Fer – l'Insurrection de Budapest, le Printemps de Prague et la Révolution de Velours. Les cinq chapitres étaient pensés comme suit : un premier sur les négociations entre les Américains et Salazar pour la mise en place cet émetteur au Portugal, un deuxième sur l'évolution de l'importance de RARET au sein du réseau Radio Free Europe et les trois dernières parties dédiées chacune à l'un des soulèvements cités plus tôt. Cette vision allait logiquement être amenée, par le travail de recherche, de réflexion et de retours de mes accompagnants – Geoffrey Geuens pour la partie théorique, Caroline Prévinaire pour la partie créative – à changer, à être adaptée et précisée, à se voir corrigée.

Connaissant la complexité d'un travail utilisant un matériel – qu'il s'agisse d'un extrait audio ou vidéo, d'une interview ou d'un élément immatériel – j'ai décidé de me pencher en premier lieu sur les

différents extraits de Radio Free Europe que je pouvais trouver et utiliser. La grande erreur aurait été de commencer à consulter mes ouvrages et nourrir ma réflexion sans savoir concrètement de quels éléments audio je pouvais disposer. Cela aurait inévitablement posé problème si, une fois arrivé à la construction de mes épisodes audio, je me rendais compte que les extraits que j'espérais trouver n'étaient pas disponibles. J'ai donc, en premier lieu, consulté les archives de la Hoover Institution qui ont numérisé une partie des programmes de Radio Free Europe. Cela m'a permis de déceler deux points importants dans l'histoire de la radio : aucun enregistrement n'était disponible sur la période de l'Insurrection de Budapest, et il n'y en avait à peine plus sur le Printemps de Prague. Cette découverte a validé la prudence avec laquelle j'ai opéré : cela aurait constitué un vaste problème si je m'en étais rendu compte lors de la réalisation de ma partie créative. J'apprendrai plus tard que Radio Free Europe a fait supprimer tous les enregistrements concernant l'Insurrection de Budapest en raison de la polémique dont sa ligne éditoriale a fait l'objet¹. En continuant les recherches, je suis parvenu à mettre la main sur les comptes rendus écrits de certaines émissions de Radio Free Europe sur un site hongrois dédié à l'Insurrection de Budapest. Malheureusement, toujours aucun enregistrement retrouvé. Concernant le Printemps de Prague, la majorité des extraits disponibles se concentre sur les quelques années précédant le mouvement et les quelques mois qui le suivent². Ils mettent en avant des interviews d'exilés tchécoslovaques critiquant le système communiste – tout en valorisant leur « liberté nouvelle » – ainsi que des journaux informant de la condamnation, par les pays occidentaux et certains voisins du Rideau de fer, de l'intervention des troupes soviétiques. J'apprendrai lors de mes recherches le rôle relativement mineur octroyé à Radio Free Europe lors du déroulé du mouvement tchécoslovaque de 1968. Une fois cette inspection de matériel premier disponible effectuée, je me suis plongé dans la documentation.

Mon premier réflexe lors de la constitution de mon corps d'ouvrages fut de me focaliser sur des axes précis, tout en prenant en compte le délai dont je disposais pour les consulter, m'en imprégner puis réaliser mon mémoire. Il était ainsi évident que je devais me procurer de la lecture concernant l'émetteur portugais de RARET précisément, le travail et la « vie » de Radio Free Europe tout au long de la guerre froide ainsi que l'histoire des soulèvements populaires au sein du Rideau de fer. Comme précisé lors de l'introduction de cette partie théorique, l'existence même de RARET – et de son emplacement à Glória de Ribatejo (émetteur) et Maxoqueira (récepteur) – semble être un élément particulièrement oublié de l'histoire de Radio Free Europe. Les ouvrages francophones sur le sujet sont faméliques – voire inexistantes – et ce n'est guère mieux en anglais. Certaines mentions y sont faites dans des livres américains mais le délai pour se les procurer dépasse parfois l'année. Et il ne s'agit que de mentions légères, pas de focus spécifique. Tout au plus, il est possible de trouver des articles de presse qui abordent la série Netflix *Glória* de Pedro Lopes, une histoire fictive prenant place dans le contexte

¹ Voir dans la partie « Approfondissements » de ce travail, au point 4 « À l'Est, la radio au quotidien », sous-titre « L'épisode RFE 1956 ».

² Hoover Institution Library & Archives [en ligne], <https://digitalcollections.hoover.org/advancedsearch/Objects/archiveType%3AItem%3BseriesId%3A55500>

bien réel de RARET, mais cela ne reste que des informations de surface – le fait que l'émetteur a bien existé, la durée d'exploitation de la station et le fait que c'était Radio Free Europe qui était derrière tout cela. Comprenant le portugais à l'écrit, je me suis alors tourné vers la presse et les ouvrages portugais pour obtenir de plus amples informations. Mais, comme précisé lors de l'introduction, le sujet reste, encore aujourd'hui, relativement méconnu au Portugal également. Par chance, l'auteur et docteur en Histoire Moderne et Contemporaine, Vitor Madail Herdeiro, venait de publier, en décembre 2021, un ouvrage complet dédié à ce fameux émetteur portugais dont personne ne savait rien¹. J'ai, par la suite, complété ma documentation sur le sujet via différents articles de presse et blogs portugais. Le problème des délais se posait également pour les livres de référence dédiés à l'histoire de Radio Free Europe et ses liens étroits avec la CIA. J'ai finalement mis la main sur un ouvrage de Jacques Semelin analysant à la fois l'histoire factuelle de Radio Free Europe lors des différents soulèvements populaires au sein du Rideau de fer et les questions de réception de ces populations, interrogeant ainsi la véracité de l'ampleur du rôle de RFE dans ces « révoltes »². Je l'ai complété par diverses lectures d'articles et chapitres parus dans des revues disponibles en ligne.

Sur les conseils de mon promoteur Geoffrey Geuens, je me suis ensuite orienté plus spécifiquement vers la CIA – les bases légales sur lesquelles elle opérait, ses liens avec le haut pouvoir américain, l'ampleur de son réseau, son rôle officieux de *soft power* culturel américain. Bien que la guerre froide et le rôle de la CIA aient été analysés à de maintes reprises, les ouvrages sur le sujet semblent vouloir rester des pièces d'exception. Comme pour Radio Free Europe, les livres traitant principalement du rôle de la CIA au sein de Radio Free Europe – spécifiquement – et de l'ampleur de ses actions – de manière plus générale – sont difficiles à se procurer, entre des délais de plusieurs mois et des prix défiant toute décence. J'ai finalement réussi à me procurer un ouvrage de Frances Stonor Saunders s'intéressant au contexte amenant la création de la CIA, à son ancrage particulier dans la propagande culturelle, à ses méthodes de financement et à l'ampleur de son réseau³. Mais pour appréhender l'impact de la propagande, jauger de l'ampleur de son émission ne suffit pas : une propagande – aussi imposante soit-elle – qui ne rencontre pas son public n'a aucune utilité ni efficacité. Pour pouvoir comprendre correctement l'impact de cette campagne de la CIA, il fallait également se poser la question de la réception et de la relation qui nouait les populations au sein du Rideau de fer au « nouveau média » qu'était la radio. Pour la première question, l'ouvrage de Jacques Semelin consacre un chapitre entier à l'évaluation de l'auditoire des radios occidentales ainsi qu'à la pénétration de leur contenu au sein des

¹ Herdeiro Vitor Madail, *RARET: A Guerra Fria Combatida a partir da Charneca Ribatejana* [e-book], Lisbonne, Edições 70, 2021.

² Semelin Jacques, *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Espagne, Nouveau Monde éditions, 2009.

³ Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*, trad. française par Delphine Chevalier, Paris, Éditions Denoël, 2003.

populations locales¹. Certains documents déclassifiés de la CIA², consultables sur Internet en format PDF, font également mention d'études sur le nombre d'auditeurs estimés de Radio Free Europe et sur l'impact théorique des programmes de la radio sur son public cible. Quant à l'importance du développement de la radio en tant que nouveau média et les changements profonds que cela pouvait impliquer, Andreas Fickers et Pascal Griset s'y intéressent abondamment dans leur ouvrage consacré à l'histoire de la communication en Europe³. Un ancrage spécifique à l'évolution de la consommation d'informations permet également d'interroger l'ampleur de la pénétration des informations médiatiques à l'époque dite de « guerre froide ».

Une fois l'ensemble des éléments théoriques et réflexives consultés, emmagasinés et ingérés, il a fallu faire preuve d'auto-critique sur l'organisation de l'idée première de mon travail créatif. Sur les conseils de Caroline Prévinaire, j'ai repensé la forme de mon podcast. D'un long format unique aéré par des extraits musicaux, j'ai gardé une subdivision en cinq épisodes plus courts mais entièrement dédiés à leur sujet abordé. Il a également été décidé de déterminer un axe commun à l'ensemble du travail créatif que l'on retrouverait dans chaque épisode mais sous une expression spécifique à chacun d'entre eux. Une sorte de lien, de cohérence de propos qui se tiendrait sur la totalité du podcast. Il a fallu faire ressortir une valeur, une émotion, une « raison » qui pouvait pousser à parler de ce sujet en particulier. En somme, pourquoi souhaitais-je aborder ces éléments au sein de la thématique plus générale de mon mémoire ? L'idée première était de faire découvrir des faits méconnus, mais cela ne concernait en réalité pas les cas de l'Insurrection de Budapest et du Printemps de Prague qui sont déjà connus d'un public certain. Au fil de la discussion, nous avons fait ressortir une constante qui pouvait se retrouver, sous des formes diverses, dans chacun des épisodes : mettre en avant l'hypocrisie manifeste au sein de ces cinq sujets. La structure des épisodes a donc finalement été affinée en fonction des différences entre mes conceptions de base et de ce que les diverses lectures m'avaient appris ainsi que de cette notion continue d'hypocrisie.

La dernière partie du projet initial – devenue le 5ème épisode – devait originellement porter sur la Révolution de Velours et le rôle joué par Radio Free Europe dans le déclenchement de celle-ci. Un élément particulièrement précis et révélateur permettait d'appuyer cette implication : l'information fautive, partagée par la radio américaine, de la mort de l'étudiant Martin Smid fut l'élément déclencheur de ce mouvement qui mènera à l'émancipation de la Tchécoslovaquie, puis sa séparation en République tchèque et Slovaquie. D'autres faits permettent également de lier les deux situations. Mais au fil de mes

¹ Semelin Jacques, *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Espagne, Nouveau Monde éditions, 2009.

² 303 Committee, « Radio Free Europe and Radio Liberty », 27 janvier 1969, <https://2001-2009.state.gov/documents/organization/97929.pdf?fbclid=IwAR03K8FBPaKNYEs5oD-AABo8DLKp7dtaM9Dpa4TM9E5FEV9ejGFofy3JG4>

³ Fickers Andreas et Griset Pascal, *Communicating Europe. Technologies, Information, Events*, Londres, Palgrave Macmillan, coll. « Making Europe: Technology and Transformations, 1850-2000 », 2019.

lectures, il m'est apparu qu'il ne serait pas tout à fait exact – pour ne pas dire malhonnête – de présenter Radio Free Europe (et la radio de manière générale) comme un élément central de la Révolution de Velours. Pas qu'elle n'y ait joué aucun rôle, loin de là, mais parce que contrairement à l'Insurrection de Budapest (où elle n'existait pas) et au Printemps de Prague (où seule l'élite en disposait), c'est la télévision qui a représenté le véritable moteur de ce soulèvement populaire. Exactement comme en 1980 à Gdansk ou à Berlin en 1989¹. Partant de ce fait, il m'était dérangeant de présenter la radio – en général – et Radio Free Europe – plus précisément – comme la force souterraine qui aurait permis de mobiliser un pays dont le précédent soulèvement avait représenté un échec total. Bien que cela n'aurait fondamentalement pas été faux, il m'était intellectuellement impossible de le présenter comme tel. C'est donc un choix « éditorial » qui m'a poussé à abandonner le récit de cette émancipation tchécoslovaque. À la place, et parce que mon sujet d'étude s'arrêtait alors à 1968, j'ai préféré approfondir l'évolution qu'ont connu Radio Free Europe et RARET par delà le Printemps de Prague.

Dernière modification d'importance par rapport au projet initial : le nombre d'extraits directement issus de Radio Free Europe. À la base, pensés nombreux et très présents dans l'articulation de chaque partie, il s'est avéré qu'ils pouvaient représenter plus un poids qu'un avantage dans le cadre de la nouvelle structure des épisodes. Mes recherches supplémentaires m'ont, qui plus est, permis de retrouver des extraits plus parlants, légitimes et intéressants pour lier et illustrer les différentes parties de mon podcast. À l'heure de juger de l'évolution du projet, je pense pouvoir dire que le projet final reste, dans sa substance, le même que le projet initial mais qu'il a été drastiquement refaçonné pour coller au mieux à la réalité du sujet, au matériel disponible et à la cohérence générale du travail créatif.

¹ Semelin Jacques, *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Espagne, Nouveau Monde éditions, 2009.

DEUXIÈME PARTIE : APPROFONDISSEMENTS

1. Propagande et indépendance des médias

Dans cette première partie axée sur la réflexion et l'approfondissement du sujet général de ce mémoire, nous nous attellerons d'abord à définir des notions dont la compréhension s'avère nécessaire pour jauger – et juger – des différents éléments développés tout au long de cette deuxième partie intitulée « Approfondissements ». Une fois le lexique défini, la deuxième section s'intéressera à l'évolution de la propagande « moderne » entre la fin de la Première guerre mondiale et le lancement de la guerre froide. La troisième se penchera quant à elle sur l'émergence de la radio comme nouveau média dans ce que cela implique dans les domaines de l'information mais aussi de la politique et de la guerre. Soit deux mises en contexte historique inévitables pour comprendre la formation de la mission de la CIA dans cette période d'opposition des deux « camps ».

a. Notions théoriques

Avant de commencer toute réflexion ou critique sur le rôle de Radio Free Europe lors de la guerre froide, l'impact du média radio auprès des populations de l'est-européen ou la mise en place d'un émetteur de RFE dans un pays comme le Portugal, il convient de revenir sur la définition de notions théoriques de base sans lesquelles il est impossible de se prononcer. Qu'elles soient liées aux médias, à la politique, à l'histoire ou la liberté, ces différentes définitions sont indispensables pour comprendre – dans les bons termes – les éléments qui seront ensuite abordés. Elles sont issues d'organes compétents dans leur domaine d'action : *Reporters sans frontières* pour les médias « à l'étranger » et le code de déontologie journalistique belge et l'UNESCO pour les notions d'indépendance et de liberté de la presse. Pour le reste, lorsqu'aucun ouvrage de référence n'est spécifiquement mentionné, les définitions proviennent du dictionnaire de référence Larousse.

Droit à l'information : selon le code de déontologie journalistique belge, « Le droit à l'information ainsi que la liberté d'expression et de critique constituent des droits fondamentaux et des conditions essentielles à une société démocratique. Les journalistes ont le droit et le devoir d'informer le public des sujets d'intérêt général. »¹ Quant à *Reporters sans frontières*, ils le définissent comme :

[...] la liberté de rechercher et de recevoir des informations fiables et d'y accéder. L'information ne saurait être considérée comme fiable que si sa collecte, son traitement et sa diffusion sont libres et effectués conformément

¹ Conseil de déontologie journalistique, *Code de déontologie journalistique* (2ème édition), Bruxelles, 2017, p.5.

aux principes d'attachement à la vérité, de pluralité des points de vue et de rationalité des méthodes d'établissement et de vérification des faits.¹

Selon ces deux définitions, et au nom du droit à l'information, les populations est-européennes devaient bénéficier de la possibilité d'écouter les radios occidentales depuis leur pays. Toujours au nom du droit à l'information, Radio Free Europe disposait du droit de pouvoir informer des populations qui ne jouissaient ni d'un accès à une information libre ni d'une pluralité de points de vue médiatiques. Il est toutefois nécessaire de préciser que ces définitions peuvent être considérées comme « modernes » et donc postérieures à la réalité de la guerre froide. En ce sens, il est important de se référer à l'article 19 de la Déclaration des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948, qui constitue le fondement juridique international en vertu duquel les pays occidentaux promeuvent les médias comme « hors-frontières »² et qui promulgue que : « Toute personne a droit à la liberté d'opinion et d'expression ; le droit comprend la liberté de [...] recevoir et répandre des informations et des idées par tous les médias et sans considération de frontières. »³ En se référant strictement à la Déclaration des droits de l'homme, Radio Free Europe pouvait bel et bien émettre vers les pays est-européens tant que cela n'empiétait pas sur la « liberté d'opinion » de ces populations. Ses émissions étaient donc tolérées tant que cela ne représentait pas de la propagande (qui, comme défini plus bas, exerce une pression sur l'opinion qui n'est, donc, plus libre).

Ingérence : « 1. Action de s'ingérer dans les affaires d'autrui. 2. Intervention d'un État dans la politique intérieure d'un autre État. »⁴ Dans le cas plus spécifique de la deuxième définition, on parle généralement d'ingérence politique. En reprenant les composantes de la définition du Larousse, on peut considérer l'ingérence médiatique comme l'intervention d'un média dans l'espace médiatique et la politique intérieure d'un État dont ne dépend pas et auquel n'est pas rattaché le média en question. Lorsque l'on analyse la position et l'attitude de Radio Free Europe, on se rend compte qu'il s'agit d'une radio américaine émettant dans des pays européens pour pousser la population à transformer la politique de ces pays en question. Nous pouvons donc statuer que les programmes de RFE relèvent de l'ingérence médiatique. En considérant ensuite que Radio Free Europe est lancée, financée et gérée par la CIA, Agence gouvernementale américaine, cette dernière utilise la radio pour intervenir dans la politique intérieure des pays où elle diffuse. Nous pouvons donc statuer qu'au travers de RFE, la CIA adopte une posture dite d'ingérence politique.

¹ Reporters sans frontières, « L'espace global de l'information et de la communication : un bien commun de l'humanité » [en ligne], Reporters sans frontières, 2 novembre 2018, <https://rsf.org/fr/l-espace-global-de-l-information-et-de-la-communication-un-bien-commun-de-l-humanit%C3%A9?fbclid=IwAR0mYIdfa02P77LOWIJa0qr0uA65nt7KZtrOVpfcwV7E5vzWkkwkuA58Jbg>

² Semelin Jacques, *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Espagne, Nouveau Monde éditions, 2009, pp. 80-81

³ Fickers Andreas et Griset Pascal, *Communicating Europe. Technologies, Information, Events*, Londres, Palgrave Macmillan, coll. « Making Europe: Technology and Transformations, 1850-2000 », 2019, pp. 205-206, traduit de l'anglais par nos soins.

⁴ Larousse, « Ingérence » [en ligne], <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/ing%C3%A9rence/43065>

Liberté de presse : l'article 11 du code de déontologie belge stipule que : « Les journalistes préservent leur indépendance et refusent toute pression. [...] Les journalistes refusent les injonctions contraires à la déontologie journalistique, d'où qu'elles viennent. [...] »¹ L'article 11 de ce même code ajoute également que : « Les journalistes évitent tout conflit d'intérêts. Ils n'exercent aucune activité pour le compte de tiers si cette activité porte atteinte à leur indépendance. »² Sur la question du financement de la presse, *Reporters sans frontières* précisent quant à eux que : « Le financement public ou privé du journalisme ne doit pas être accompagné de conditions de nature à dicter la substance d'un contenu ou à interférer avec l'appréciation de la réalité par un journaliste. »³ Prenant en compte ces précisions, il apparaît que, par son organisation, son financement et son but profond, Radio Free Europe ne pouvait assurer sa liberté de presse. Administrée par la CIA autour d'un discours anticommuniste, la ligne éditoriale de RFE relève bien plus de la propagande pure et dure que de la libre opinion médiatique. Et si la radio américaine n'a pas fonctionné à coup de *fake news*, il est logique de s'interroger sur la pertinence de ces informations : non pas qu'elles soient spécifiquement fausses mais qu'elles ne reflèteront jamais que ce qui arrange « son camp ».

Propagande : le dictionnaire Larousse définit la propagande comme suit : « Action systématique exercée sur l'opinion pour lui faire accepter certaines idées ou doctrines, notamment dans le domaine politique ou social. »⁴ Est donc considérée comme propagande toute information dont l'objectif premier n'est pas tant d'informer mais d'orienter la conscience ou la perception de l'auditeur/spectateur/lecteur. Dans son livre *RARET: A Guerra Fria Combatida a partir da Charneca Ribatejana*, Vítor Madail Herdeiro la définit comme « l'ensemble des méthodes utilisées par un groupe organisé afin de faire participer, activement ou passivement à son action, une masse d'individus psychologiquement unifiés par des manipulations psychologiques et encadrés dans une organisation. »⁵ En partant de ces définitions, il devient indéniable que Radio Free Europe a dépassé le cadre que lui autorisait l'article 19 de la Déclaration des droits de l'homme en outrepassant la notion de « liberté d'opinion » au profit d'une incitation à l'anticommunisme. Et ce, sans prendre en compte le potentiel impact qu'aient pu avoir les émissions de la radio.

¹ Conseil de déontologie journalistique, *Code de déontologie journalistique* (2ème édition), Bruxelles, 2017, p. 8.

² *Ibid.*

³ Reporters sans frontières, « L'espace global de l'information et de la communication : un bien commun de l'humanité » [en ligne], Reporters sans frontières, 2 novembre 2018, <https://rsf.org/fr/l-espace-global-de-l-information-et-de-la-communication-un-bien-commun-de-l-humanit%C3%A9?fbclid=IwAR0mYIdfa02P77LOWIJa0qr0uA65nt7KZtrOVpfcwV7E5vzWkkwkuA58Jbg>

⁴ Larousse, « Propagande » [en ligne], <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/propagande/64344>

⁵ Herdeiro Vítor Madail, *RARET: A Guerra Fria Combatida a partir da Charneca Ribatejana* [e-book], Lisbonne, Edições 70, 2021, p. 18, traduit par nos soins.

b. Évolution de la propagande moderne

Aussi loin que peut remonter l'art du discours dans l'histoire de l'Humanité, l'être humain a toujours été fasciné par le besoin de convaincre. Bien que la notion de propagande nous semble un thème récent de l'histoire contemporaine de notre espèce, on retrouve des pratiques du genre tout au long de notre ligne du temps. Et ce, peu importe qu'elles soient portées par des dirigeants politiques, des forces armées, des groupes secrets ou des particuliers. Depuis toujours, l'homme veut mobiliser ses congénères pour qu'ils pensent comme lui et tirent dans le même sens. Et il n'a jamais hésité à jouer de la manipulation pour arriver à ses fins.

L'une des premières histoires traitant de la falsification volontaire d'information nous renvoie à la Rome antique, à la période charnière entre la République et l'Empire. Alors que Marc-Antoine est le favori pour prendre la tête de l'État, Octave va faire diffuser de fausses allégations sur son adversaire pour remettre sa légitimité en cause. Pour ce faire, il va faire graver des « slogans caustiques » sur des pièces de monnaie et les faire circuler auprès de la population¹. C'est grâce à cette machination qu'il obtient le trône, met fin à la République et devient le premier empereur de Rome. En matière de propagande plus précisément, on peut noter l'apparition du terme dans la Sacrée Congrégation de la propagation de la foi (*Sacra Congregatio de Propaganda Fide* en latin et connue sous le nom de « Congrégation de la propagande ») fondée sous le pape Grégoire XV en 1622 en réponse au protestantisme. Elle visait à « regagner les âmes et consciences perdues »². Plus tard en Europe, lors du mouvement des Lumières, les philosophes et essayistes s'emparent de la presse pour diffuser et propager leurs nouvelles idées politiques, morales et sociales³.

Dans sa compréhension première, la propagande alimentait une conception morale partagée pour susciter l'adhésion de sa cible à un ensemble d'idées, de ressentiments et de valeurs morales. À l'inverse, la propagande dite moderne cherche à obtenir une action avant tout, poussant la cible à « s'engager irrationnellement dans un processus actif »⁴. En somme, l'idée n'est plus d'attirer ensemble des individus partageant les mêmes idées mais de forcer les individus à partager les mêmes idées. En prenant en compte la définition rapportée par Vitor Madail Herdeiro⁵, on peut en conclure que la propagande passe, de sa forme ancienne à sa forme moderne, d'un processus passif à un processus actif.

¹ UNESCO, « Journalisme, "Fake News" & Désinformation » [en ligne], 2019, <https://fr.unesco.org/fightfakenews>

² Herdeiro Vítor Madail, *RARET: A Guerra Fria Combatida a partir da Charneca Ribatejana* [e-book], Lisbonne, Edições 70, 2021, p. 17.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Herdeiro Vítor Madail, *RARET: A Guerra Fria Combatida a partir da Charneca Ribatejana* [e-book], Lisbonne, Edições 70, 2021, p. 18, traduit par nos soins. Voir le point « Notions théorique » au sein de « Propagande et indépendance des médias » dans la partie « Approfondissements » de ce travail.

La propagande – moderne – telle qu'on la connaît aujourd'hui trouve sa source dans les conflits militaires du XX^e siècle. À la suite des multiples inventions et améliorations techniques de la fin du siècle précédent, le monde voit apparaître un nouveau type d'affrontements : la « guerre totale ». Elle ne se restreint plus au simple champ de bataille militaire, elle s'étend désormais à l'ensemble de la population. D'autant plus que les progrès technologiques font émerger de nouveaux moyens de communication, à commencer par la radio et le cinéma. Les élites dirigeantes décident d'investir dans ce formidable appareil de « guerre psychologique ». Lors de la Première guerre mondiale, la Commission Creel utilise ainsi des techniques de manipulation mentale pour persuader la population américaine de la nécessité d'entrer en guerre¹.

L'évolution de la propagande tout au long du XX^e siècle placera la Commission Creel comme l'un des précurseurs du genre. Le début des années 1950 voit l'apparition de radios dont l'objectif principal n'est pas l'information en tant que telle mais une lutte idéologique qu'il faut mener. L'Ouest lancera Radio Free Europe en 1949 et Radio Liberty en 1953. L'URSS les avait devancés dès 1922 avec la création de Radio Moscou dont des succursales seront mises sur pied dans chacun des pays satellites. Si les Soviétiques voyaient la radio comme le moyen de propager l'idéal communiste, les Occidentaux, Américains en tête, la considéraient comme un puissant moyen psychologique de contenir le « péril rouge » sur le continent.

c. La radio, la nouveauté militaire et politique

L'apparition de la radio marque un tournant majeur dans l'histoire de la presse et de la diffusion de l'information. Après le règne ininterrompu de l'écrit et son inévitable temps de réaction – et de création – voilà qu'il était désormais possible de retransmettre n'importe quel fait dans un laps de temps très court. Cette nouveauté va complètement bouleverser le monde de l'information et la façon dont la population peut se tenir au courant de ce qui se passe dans le monde. Elle permet également de consommer l'information plus rapidement : les bulletins d'informations radios ne sont pas aussi longs et développés que le contenu d'un journal papier. L'auditeur recevra moins d'informations, mais il les aura plus facilement. Un avantage d'autant plus important pour la partie de la population analphabète, encore conséquente dans plusieurs pays « développés » notamment. Et comme toute nouveauté, elle peut s'avérer utile dans les domaines de la politique, de la diplomatie et des batailles à mener.

Mais plus que l'information, ce qui attire inévitablement l'auditeur vers la radio, c'est sa capacité à « faire entrer le monde chez soi »². Dans l'Europe des années 1920, les formes de divertissement – et leur accès qui plus est – ne sont pas particulièrement développées. En matière d'éducation culturelle, ce

¹ *Ibid.*

² Fickers Andreas et Griset Pascal, *Communicating Europe. Technologies, Information, Events*, Londres, Palgrave Macmillan, coll. « Making Europe: Technology and Transformations, 1850-2000 », 2019, p. 176, traduit par nos soins.

sont les théâtres, les bibliothèques et les cinémas qui font office de références. Mais ces activités ne sont pas données à tout le monde - trop onéreuses ou nécessitant une certaine formation préalable, comme le fait de savoir lire. Avec la radio, tout le monde peut désormais profiter des mêmes contenus culturels et de la même information. Et ce n'est sans doute rien encore à côté de la possibilité offerte par ce petit poste de salon de voyager mentalement. En choisissant lui-même quelle station écouter, l'auditeur s'approprie en quelque sorte l'information mais aussi l'univers culturel qu'il souhaite entendre et découvrir. Andreas Fickers et Pascal Griset parlent même « d'actes d'appropriation symbolique du monde »¹. Ce sentiment de lien inédit avec le reste de la planète est justement exprimé par le romancier René Schickele en 1931 : « On peut être seul sans perdre le monde. »²

Si le développement progressif de la radio est une nouvelle particulièrement appréciée du grand public, d'autres strates s'activent. Comme tout moyen de communication émergent, il faut en définir les codes, les autorisations et les interdictions. Parfaitement conscients du pouvoir inédit de cette nouvelle presse, les autorités mondiales redoutent un détournement de sa fonction première. Le 4 avril 1925, ils fondent l'IBU (International Broadcasting Union) pour poser les bases de la bonne gouvernance de la radio et lutter contre les abus et débordements. L'année suivante, tous les membres – soit, principalement les États-Unis et l'ensemble de l'Europe (sauf l'Allemagne et l'Union soviétique) – signent un *gentleman's agreement* interdisant l'utilisation de la radio à des fins propagandistes³. Mais pratiquement dans le même temps, Lénine profite de la fin de la guerre civile russe pour s'emparer de la radiodiffusion – qu'il appelait « Le journal sans papier et sans distances »⁴. Il souhaite l'utiliser pour construire le mental de la société socialiste à grands coups de propagande politique. Malgré sa mort, le régime continue le mouvement et développe rapidement un appareil médiatique surpuissant capable d'atteindre les territoires du grand est soviétique. En 1925, soit l'année de création de l'IBU, Radio Moscou est mise en service et devient la première radio propagandiste à diffuser sur ondes courtes⁵.

Malgré la bonne volonté initiale et les dispositions prises par l'IBU, la Seconde guerre mondiale transforme complètement l'utilisation de la radio. En quelques années, l'espace hertzien européen s'est mué en un véritable champ de bataille à part de celui que se livrent les soldats des différentes armées. Et personne n'y échappe. Les années 1930 ne sont même pas encore terminées que la radio s'est transformée en une puissante arme mentale, bien loin de ses idéaux premiers. Avant même les premières escarmouches, tous les belligérants membres de l'IBU ont violé les accords qu'ils s'étaient pourtant engagés à respecter⁶. Il faut dire que cet arsenal nouveau se montre très efficace. En 1941, le

¹ *Ibid.*, p. 180, traduit par nos soins.

² *Ibid.*, p. 176, traduit par nos soins.

³ *Ibid.*, p. 180, traduit par nos soins.

⁴ *Ibid.*, p. 199, traduit par nos soins.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*, p. 201, traduit par nos soins.

journaliste Claude Schubiger déclare : « La radio ne se bat pas contre les soldats sur les champs de bataille, mais est une attaque continue contre les civils. »¹ Avec l'ensablement du conflit, son utilisation ne fait que s'intensifier. D'autant plus que contrairement aux hommes et au matériel, il est extrêmement difficile de la court-circuiter. Les puissances militaires en sont parfaitement conscientes et, au contraire de l'armement physique et des conflits armés, son application ne s'arrête pas une fois l'armistice signée. Alors qu'un climat de tension s'étend de plus en plus entre les vainqueurs de la guerre, le correspondant pour CBS Edward Murrow témoigne : « La radio traverse les frontières et il n'y a personne pour inspecter ses bagages. La propagande est l'héritage de la guerre, et puisque le mensonge est un attribut de la guerre, il est tout naturel que le mot joue un rôle important dans cette guerre qui se déroule dans l'air aujourd'hui. »² Comme pour lui donner raison, les deux « gagnants » occidentaux – Grande-Bretagne et États-Unis – lancent la BBC en mars 1946 et VOA (Voice of America) en février 1947. Ils veulent désormais concurrencer Radio Moscou dans ce vaste plan d'occupation mentale de l'Europe centrale. Et pour cela, quoi de mieux que d'imiter une stratégie qui a porté ses fruits ?

¹ *Ibid.*, p. 202, traduit par nos soins.

² *Ibid.*

2. Portugal

Si la presque absence d'informations en français sur RARET – qu'il s'agisse d'ouvrages ou de liens internet – a déjà été abordée plus tôt, cette deuxième section s'intéresse plus particulièrement aux précisions qui doivent être apportées pour expliquer comment un émetteur de Radio Free Europe a fini par atterrir en pleine campagne lisboète. Car si son existence semble avoir été oubliée, son présence en tant que telle n'a, déjà, pas réellement de sens. Cette section s'articulera en trois subdivisions. La première remontera dans le temps pour explorer le contexte portugais pré-RARET – principalement la vision salazariste du monde et sa politique étrangère jusqu'à la Seconde guerre mondiale. Une attention particulière sera ensuite portée aux relations diplomatiques entre les États-Unis et le Portugal : des accords militaires à l'incompatibilité politique en passant par l'idéologie commune. La dernière s'intéressera enfin rapidement au passif portugais en matière de radio, un élément largement oublié de l'analyse de RARET mais indispensable à la signature de l'accord entre les deux pays.

De par son existence, RARET ancre de façon majeure le Portugal dans un conflit idéologique qui semble, à première vue, le dépasser. Comme pour son voisin espagnol, la fin de la Seconde guerre mondiale ne signifie en effet pas la libération du pays du joug de la dictature et du fascisme. Alors que le monde occidental libéré est entré dans un combat idéologique de tranchées entre l'Ouest capitaliste et l'Est communiste, le sud-ouest de l'Europe n'a pas la tête à ces considérations. Depuis leur accession au pouvoir, Franco et Salazar ont plongé leur pays dans un état léthargique, dans une parenthèse historique¹. L'Espagne et le Portugal se retrouvent coupés du monde, centrés sur eux-mêmes. Chez les Ibères, Franco rétablit les traditions nationales autour de la grandeur coloniale passée. En Lusitanie, Salazar enferme les consciences dans l'écrin des traditions passées et de l'ordre militaro-policié². Alors que le monde occidental se retranche dans le sillage américain des libertés économiques et sociales, le bloc de l'Est se blottit dans la planification et l'égalitarisme soviétique. Mais, au centre de tout cela, Espagnols et Portugais sont ailleurs : ils ne choisissent pas, ils semblent presque ne même pas remarquer ce qui se passe autour d'eux. Ils sont à l'arrêt, laissés au point mort d'un monde en pleine mutation. C'est d'ailleurs cet immobilisme si spécifique aux régimes franquiste et salazariste qui explique l'important retard logistique des deux pays lorsqu'ils intègrent l'Union européenne en 1986. Comment dès lors expliquer la présence, sur le territoire portugais, et dès 1951, d'un appareil de propagande américaine aussi important qu'un relais de Radio Free Europe ?

¹ Bourdon Albert Alain et Léonard Yves, *Histoire du Portugal*, Paris, Éditions Chandeigne, 2019, p. 168.

² *Ibid.*, p. 169.

a. Contexte portugais : de Salazar à la Seconde guerre mondiale

Le 28 mai 1926, le général Gomes da Costa prend la tête d'un coup d'État militaire parti de Braga, au nord du Portugal. Le 6 juin, le mouvement a gagné le pays tout entier et s'est assuré la victoire. Ce soulèvement de l'armée met fin à la Première République portugaise, seize ans après son instauration. Il est pensé pour sortir le pays d'un système politique qui a déçu la population. Mais deux ans plus tard, le Portugal est au bord de la banqueroute. Le président Óscar Carmona déclare alors la « dictature nationale » et nomme António Salazar ministre des Finances. En un an seulement, l'ex-professeur de droit de l'Académie de Coimbra réussit à équilibrer le budget. Il devient le « dictateur des finances » et gagne rapidement en popularité. Le 25 juin 1932, il devient le chef du gouvernement puis instaure une nouvelle Constitution le 19 mars 1933. L'*Estado novo* (État nouveau) vient de voir le jour, et l'avenir du Portugal vient de changer.

Pendant quarante ans, le Portugal va suivre la ligne sociale et idéologique développée par son maître à penser et qui continuera encore quelques années après son retrait de la vie politique. En résulte un pays qui se met en pause, qui ne connaît rien de ce qui se trouve de l'autre côté de ses frontières et qui ne s'y intéresse pas, dont la population ne pense plus. Un pays qui « vit habituellement » tel que le décrit Salazar lui-même à la fin des années 1930¹. D'une nation qui avait changé quatre fois de système politique en dix-huit ans, il parvient à instaurer un « ordre immuable des choses » que la PIDE - la police politique - et un parti unique - l'Union nationale - doivent préserver à tout prix² :

« Dans ce monde où tout se modifie, ce qui change le moins, c'est l'homme lui-même. C'est le premier principe d'une saine politique : ne pas vouloir à tout prix adapter l'homme aux changements qui bouleversent le monde, mais essayer d'adapter ces changements à la nature éternelle de l'homme. »³

Maintenant que sa population est entrée en hibernation, Salazar peut se tourner vers la politique extérieure, un aspect particulièrement important à ses yeux.

Conservateur en interne, le chef d'État portugais l'est tout autant dans ses rapports avec les autres dirigeants et puissances politiques. Il reprend à ce propos la politique extérieure traditionnelle portugaise en place depuis 1940 : la défense de l'indépendance nationale face au « péril espagnol » d'un côté, la préservation de l'immense empire colonial de l'autre⁴. Conscient du peu de poids que représente le Portugal dans le grand organigramme du monde, il va chercher, par tous les moyens, à assurer la pérennité de son régime. Par un habile jeu de bascule, il insistera tantôt sur la « vieille

¹ *Ibid.*, p. 168.

² *Ibid.*, p. 169.

³ Labourdette Jean-François, *Histoire du Portugal*, Paris, Éditions Fayard, 2000, p. 570.

⁴ *Ibid.*, p. 579.

alliance » avec la Grande-Bretagne (qui garantissait l'empire portugais) tantôt sur l'éloignement des affaires européennes (pour ne se vassaliser ni se mettre personne à dos).

Depuis le début du XVIII^e siècle, l'histoire politique de neutralité avait toujours profité au pays. Une seule exception figurait au tableau, et non des moindres. Embarquée dans le Premier conflit mondial en 1916 des suites de son alliance séculaire avec la Grande-Bretagne, le Portugal avait subi de lourdes pertes. L'expérience désastreuse pousse Salazar à déclarer, dès 1935, que la politique du continent européen ne concerne pas « les véritables intérêts de la Patrie portugaise. »¹ Quoi qu'il arrive dans les années à venir, le Portugal adoptera sa neutralité.

Mais avant qu'un nouvel affrontement de grande ampleur ne s'abatte sur lui, le *Vieux continent* fait face, dans les années 1930, à la montée de régimes plus totalitaires qu'autoritaires. Parmi les régions touchées, l'Espagne voit s'affronter, en ses rangs, nationalistes et républicains. Bien qu'il ne partage leur vision du nationalisme, Salazar reconnaît aux premiers une qualité indéniable : leur anticommunisme. C'est en ce sens qu'il leur apporte son soutien, dans l'objectif commun d'empêcher la poussée communiste qui s'empare de l'Europe et entraînerait, par ricochet, la perte des valeurs chrétiennes de la péninsule ibérique². Ce sont les mêmes raisons qui le poussent ensuite à se rapprocher du général Franco dans les derniers moments de la guerre civile espagnole. L'association des deux autoritaires du sud-ouest européen se matérialise même en mars 1939 avec la signature d'un pacte de non-agression et d'amitié entre les deux pays. Un engagement qui assoit la neutralité de toute la péninsule et qui arrange parfaitement la Grande-Bretagne, terrifiée à l'idée que les puissances de l'Axe ne puissent jouir des ports d'entrée en Méditerranée. L'angoisse britannique était telle qu'ils ont expressément appuyé le chef d'État portugais dans sa volonté de convaincre Franco de ne pas intervenir dans le conflit³. En neutralisant l'Espagne avec lui, Salazar offre une valeur militaire stratégique aux Açores et s'assure que la Grande-Bretagne ait désormais une dette envers lui⁴. Et il compte bien le lui faire savoir. Cette fois, les facilités portugaises auront un prix que les Britanniques devront payer : le Portugal doit tirer le maximum de profits économiques et financiers pour « services rendus »⁵.

Lorsque la Seconde guerre mondiale éclate, Salazar sait que son pays n'aura pas à subir les combats, un territoire occupé ni de lourdes pertes économiques. Contrairement à 1914, il a spécifié qu'il ne s'agissait pas cette fois d'une déclaration de non-belligérance mais bien d'une neutralité

¹ *Ibid.*, p. 580.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 581.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, p. 582.

« politiquement active »¹ : le Portugal n'est pas ouvert aux deux camps, personne ne peut franchir son territoire. Pourtant, lorsque la Grande-Bretagne impose un blocus économique visant à étouffer les puissances de l'Axe, le pouvoir portugais va tolérer – voire encourager – un commerce de contrebande avec le camp « en demande ». Le III^e Reich fera ainsi du Portugal l'un de ses plus importants importateurs, qu'il s'agisse de matières premières (coton, cacao, sucre,...) ou stratégiques (wolfram, étain)². Les mines portugaises de wolfram seront d'ailleurs mises à l'entière disposition des Allemands et ne fermeront qu'à la suite du Débarquement de Normandie. Ces échanges économiques avec le Reich dépassent le simple bénéfice économique : il a beau s'opposer à la visée politique de l'État allemand, Salazar sait qu'un tel régime endiguerait fortement la progression du communisme en Europe. Il finira par interdire tout commerce avec l'Allemagne lorsque les Alliés menacent directement la survie de son régime et de son empire colonial en cas de non-respect du blocus.³

Avec le Débarquement, la dynamique de la guerre bascule définitivement. Il ne fait désormais plus de doute que les Alliés finiront par triompher. Alors qu'il collaborait avec les deux camps – et ce, malgré la neutralité théorique du pays – Salazar se tourne définitivement du côté des « vainqueurs ». Comme Franco en Espagne, son objectif principal aura toujours été d'assurer le maintien de son pouvoir à la fin du conflit. Maintenant qu'ils sont certains de leur victoire à venir, les « nouveaux amis » du chef d'État portugais commencent cependant à se montrer plus exigeants. Ils menacent même de remettre la survie du régime en question. Mais Salazar n'est pas dupe : il sait que la Grande-Bretagne préfère le garder au pouvoir pour ne pas risquer l'installation d'un régime révolutionnaire qui déstabiliserait à nouveau sa « vieille alliée »⁴. Malgré la pression des Alliés, il joua de cette relation. Ses concessions avaient un prix, et il devait être élevé. La session des bases militaires des Açores en est le meilleur exemple. Le 18 juin 1943, les autorités américaines transmettent à Salazar une demande explicite, il leur offre un accord de principe. Il fallut pourtant attendre le 17 août et de multiples rencontres pour qu'une signature soit posée. En contrepartie, la Grande-Bretagne dût se résoudre à garantir explicitement l'intégrité de l'empire colonial portugais, même si cela devait aller à l'encontre de la vision anticolonialiste du « nouveau monde »⁵.

À la fin de la Seconde guerre mondiale, Salazar a gagné sur toute la ligne. Les avantages économiques négociés et le commerce de guerre avec l'Allemagne ont permis de renflouer les caisses nationales. L'après-guerre représentait même désormais l'espoir de l'essor économique d'un pays au

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 583.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 584.

⁵ *Ibid.*

bord de la faillite vingt ans plus tôt. Mieux encore, il avait réussi à assurer la poursuite de son régime et la reconnaissance de son empire colonial.

b. Relations USA-Portugal : incompatibilité et objectif commun

Peu développées jusqu'alors – malgré la reconnaissance rapide de l'indépendance américaine par le pouvoir portugais le 15 février 1783 – les relations luso-américaines connaissent un premier rapprochement lors de l'entrée des États-Unis dans le Premier conflit mondial en 1917¹. La position géographique des Açores, à mi-chemin des deux pays, permet aux navires américains de faire escale et de se ravitailler. Rapidement, l'*Oncle Sam* demande l'installation de bases militaires à Ponta Delgada qui lui seront accordées. Le deuxième rapprochement diplomatique entre les deux pays aura lieu quelques décennies plus tard, dans le même contexte de guerre mondiale. En novembre 1944, les deux pays signent l'accord autorisant la construction et l'utilisation par l'armée américaine d'une base aéronaval sur l'île açorienne de Santa Maria.

La victoire des Alliés en 1945 marque la domination des démocraties, une dynamique problématique pour la continuité d'un régime portugais autoritaire malgré l'accord du 17 août 1943 avec la Grande-Bretagne. Ce risque de disparition explique le soin apporté par Salazar aux différentes négociations menées avec les États-Unis dont l'hégémonie ne faisait que commencer. Certes, il avait obtenu des garanties suites à la cession des bases militaires des Açores mais il savait aussi que cette situation pouvait rapidement changer. D'autant plus que son rapport à la démocratie était connu de tous, lui qui qualifiait l'émergence libérale de « nouvelle époque malade »². Alors que la domination britannique sur le globe commençait sérieusement à battre de l'aile, la polarisation du monde qui s'annonçait – entre Américains libéraux d'un côté et Soviétiques communistes de l'autre – était l'occasion parfaite pour faire d'une pierre deux coups : établir la « puissance démocratique » américaine comme une alliée tout en luttant contre l'avancée du communisme en Europe.

Le Portugal a beau avoir signé des accords avec le monde libéral occidental – et son plus grand représentant, les États-Unis – Salazar ne voit pas d'un bon oeil l'émergence des démocraties comme grandes puissances du « nouveau monde ». Fortement attaché aux traditions et au corporatisme, il s'oppose idéologiquement au libéralisme : « Il n'y a pas d'État fort là où le pouvoir exécutif ne l'est pas, et l'affaiblissement de ce dernier est la caractéristique générale des régimes politiques dominés par le libéralisme individuel ou social. »³ Il considère d'ailleurs que ce dont le peuple – souverain ou non – a

¹ Herdeiro Vítor Madail, *RARET: A Guerra Fria Combatida a partir da Charneca Ribatejana* [e-book], Lisbonne, Edições 70, 2021, p. 29.

² *Ibid.*, p. 14.

³ Labourdette Jean-François, *Histoire du Portugal*, Paris, Éditions Fayard, 2000, p. 571.

le plus besoin, c'est d'être bien gouverné, pas d'être libre¹. Plus encore que la promotion de la démocratie, les États-Unis d'après-guerre valorisaient également l'anticolonialisme. Et comme il allait désormais suivre la position américaine, le monde post-1945 était contraire à la compréhension et aux hypothèses politiques de Salazar – et du Portugal par extension². Pourtant, en 1951, 200 hectares de campagne lisboète allaient être alloués à la propagande américaine en Europe. C'est parce qu'encore plus que la démocratie et le libéralisme, Salazar partageait avec les Américains la haine du communisme.

En mars 1947, les États-Unis annoncent la doctrine Truman dont l'objectif principal est de contenir l'avancée de l'hégémonie communiste en Europe. On y retrouve un ensemble de mesures sous la notion de « guerre politique » dont la mission est d'offrir aux populations des pays du Rideau de fer une autre vision du monde capitaliste tout en discréditant la propagande soviétique³. Salazar y voit une immanquable opportunité d'inscrire son régime dans une relation conjointe et continue avec l'appareil politique américain. D'un côté, son pays participait à ce qu'il considérait comme une « croisade » pour la défense de la civilisation chrétienne occidentale. De l'autre, son engagement lui offrait une « légitimité démocratique » supplémentaire qui pousserait les États-Unis à pérenniser plus encore son régime.⁴ Lorsque l'ensemble des installations de RARET furent opérationnelles (un peu plus d'un an après sa première diffusion), les responsables américains de la station organisèrent une célébration à laquelle Salazar et certains de ses ministres étaient invités. À cette occasion, il déclare : « Un grand nombre de pays européens, menacés dans leur vie et leur liberté, comptent désormais sur l'aide des États-Unis et sur l'entraide mutuelle pour défendre leur patrimoine de diffusion. Il semblait difficile, dans de telles circonstances, de s'absenter. »⁵ Malgré ses réticences initiales vis-à-vis des « valeurs américaines » et de la tendance à l'*Oncle Sam* à décider pour tout le monde, le « dictateur des finances » a vu dans cette alliance le meilleur gage de ses deux préoccupations premières : la survie de l'*Estado Novo* – dans un monde à son opposé – et la lutte contre le communisme.

c. Radio au Portugal : expérience et prédispositions

Lorsque Salazar arrive au pouvoir – et tout au long du règne de l'*Estado Novo* – le Portugal est, comme sa voisine espagnole, un pays technologiquement et logistiquement en retard sur le reste du continent. La majorité des voiries sont encore des chemins de terre, une grande partie du monde agricole et des campagnes du pays est analphabète et complètement séparée du « Portugal des villes » et l'économie dépend en immense partie des productions de l'empire colonial. L'installation d'antennes

¹ *Ibid.*

² Herdeiro Vítor Madail, *RARET: A Guerra Fria Combatida a partir da Charneca Ribatejana* [e-book], Lisbonne, Edições 70, 2021, p. 26.

³ *Ibid.*, p. 22.

⁴ *Ibid.*, p. 52.

⁵ *Ibid.*, p. 41.

radiophoniques dédiées à la diffusion de programmes à destination de l'Europe centrale semble impossible. Pourtant, le spectre radiophonique est l'une des exceptions techniques du pays. On ne dénombre que trois stations sur l'ensemble du territoire – *Rádio Clube Português*, *Rádio Renascença* et *Emissora Nacional* – mais elles disposent d'une expérience et d'une expertise étonnante pour l'époque. Et elles ont déjà démontré leur efficacité en participant à la large diffusion des idées salazaristes au début des années 1930¹.

Fortes de cette première expérience politique, elles sont ensuite amenées à se développer avec l'éclatement du conflit espagnol de la même décennie. Le besoin d'informer ne cesse en effet de grandir dans une péninsule où le Portugal scrute ce qui se passe chez le voisin et où l'Espagne voit fuir certaines de ses têtes pensantes et s'exiler certains révolutionnaires. Cette situation d'urgence va permettre aux radios portugaises de connaître une croissance rapide et progressive matérialisée par une augmentation drastique du nombre d'heures de diffusion, l'acquisition de matériel de meilleure qualité – et notamment des installateurs mobiles pour diriger des émissions depuis l'étranger – et la diffusion de programmes spécifiquement réalisés pour les auditeurs espagnols².

Lorsque les États-Unis se mettent à la recherche de l'endroit idéal pour leur nouvel émetteur du réseau de Radio Free Europe, les capacités de diffusion portugaises sont remarquables. Tout comme la qualité de ses techniciens et ingénieurs, qui n'ont cessé de s'adapter plus vite que leur retard technologique initial ne pouvait être comblé. Alors qu'il balbutiait à peine encore trente ans plus tôt, le spectre radiophonique portugais du début des années 1950 se positionne comme l'un des plus à même de relever le défi de Radio Free Europe³. En plus des facilités dues au statut portugais de « pays allié », du parfait accès aérien et naval au site et d'une sécurité et tranquillité politique assurées, les critères techniques proposés par le Portugal garantissaient aux Américains la permanence d'une station de radio qui répondrait aux besoins de Radio Free Europe⁴. Tout était désormais réuni. Le 10 avril 1951, RARET – acronyme de Rádio Retransmissão – voyait officiellement le jour. Le 4 juillet, jour de la fête nationale américaine, elle émettait pour la première fois à destination de la Tchécoslovaquie.

¹ *Ibid.*, p. 33.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 52.

3. CIA culturelle

Si l'espionnage et la récolte d'informations confidentielles sont intrinsèquement liés à la vision que l'on a de la CIA, l'Agence américaine a pourtant développé depuis sa création un éventail immensément plus large de missions et de couvertures au sein des domaines les plus variés possibles. Parmi ces éléments trop souvent oubliés, on retrouve notamment son implication tentaculaire dans le secteur de la culture. À travers la création du Congrès pour la liberté de la culture en 1950, le gouvernement américain va mettre en place un vaste programme de propagande culturelle à destination de l'Europe occidentale. L'objectif est de détourner l'*intelligentsia* ouest-européenne de son attirance persistante à l'égard de politiques de plus en plus à gauche, puis de lui faire adopter le « mode de vie américain ». Et pour ce faire, l'idée est d'inonder le *Vieux continent* de matériaux mettant la culture américaine sur le devant de la scène : la publication d'une vingtaine de magazines regroupant des intellectuels renommés aux idées proches de celle de l'*Oncle Sam*, l'organisation d'expositions artistiques et de conférences internationales ou encore la création de nombreux prix récompensant à foison les artistes valorisant la « belle Amérique »¹. De l'impressionnisme à Hollywood, de revues philosophiques aux adaptations d'Orson Wells² : la CIA culturelle est partout, et tout – ou presque – lui est permis.

Aujourd'hui, l'aura et la réputation de la CIA dépassent largement les frontières et supplantent même chez certains la réalité du quotidien et des actions de l'Agence. Sa postérité est immense : c'est, avec le KGB soviétique, l'organisation gouvernementale la plus connue de par le monde. Au point de devenir la source de nombreux fantasmes. Mais une fois la crainte, les *a priori* et les préjugés écartés, que reste-t-il concrètement de la CIA ? Cette section ne vise nullement à aborder l'ensemble de l'oeuvre de l'Agence – cela nécessiterait un mémoire à part entière, tout au moins – mais à se concentrer sur sa mission générale et son rôle dans l'élaboration du projet Radio Free Europe. Elle abordera, en premier lieu, les notions théoriques et idéologiques qui mènent à sa création puis à l'établissement de sa « ligne éditoriale ». Elle explorera ensuite certains des liens qui unissent, dans les années 1950-1960, la CIA et le pouvoir politique américain. Elle se penchera enfin sur certaines méthodes qui ont permis à l'Agence de disposer d'un budget presque illimité tout en assurant le secret de ses sources de financements.

a. Bases théoriques et idéologiques

Pour comprendre la création de la CIA et l'établissement de toute la politique étrangère américaine vis-à-vis du communisme dans l'après-guerre, il faut comprendre George Kennan. Diplomate, architecte du plan Marshall et directeur du Bureau de planification politique, il est l'un des

¹ Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*, trad. française par Delphine Chevalier, Paris, Éditions Denoël, 2003, p. 13.

² Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*, trad. française par Delphine Chevalier, Paris, Éditions Denoël, 2003.

pères de l'Agence et a théorisé la doctrine qu'épousera l'Amérique anticommuniste. En 1947, il publie un article dans la revue *Foreign Affairs* dans lequel il déclare que l'URSS est déterminée à dominer « chaque recoin » du monde et que seul le « développement maximal de la propagande et des techniques de guerre psychologique » parviendra à endiguer ce mouvement¹. De par son aura et ses postes à responsabilité, ses déclarations orientent directement la vision américaine du début de la guerre froide. Doctrine Truman, plan Marshall, CIA, Congrès pour la liberté de la culture, Comité national pour une Europe libre, « Campagne de vérité » et bien d'autres : tous sont basés sur les théories de George Kennan.

Avec le lancement de la doctrine Truman, les États-Unis annoncent leur intention de biberonner le monde, de le prendre sous son aile pour lui montrer le chemin à prendre. Mais ce sera le chemin que l'Amérique veut qu'il prenne. L'objectif de cette nouvelle politique étrangère est d'empêcher la progression de l'idéal communiste – principalement en Europe. Parallèlement à cela, le plan Marshall vise à relancer l'économie européenne d'après-guerre via une série de prêts contractés auprès des États-Unis. Derrière ces idéaux solidaires et généreux se cache en réalité une stratégie murement réfléchie. Selon le sous-directeur du plan Marshall, Richard Bissell, celui-ci est avant tout profondément politique : en permettant aux pays européens de se remettre en marche, les Américains espèrent pouvoir compter sur des membres de l'OTAN solides et prêts à les suivre dans les efforts de la guerre froide².

La création de la CIA, première organisation américaine de renseignements en temps de paix, s'inscrit dans ce contexte particulier de prise de pouvoir par les Américains. Elle est fondée par le *National Security Act* du 26 juillet 1947 et se voit, à l'origine, destinée à coordonner les renseignements diplomatiques et militaires et mener des « opérations d'intérêt commun »³. À aucun moment, la Loi de sécurité nationale n'autorise explicitement l'Agence à intervenir secrètement dans la politique intérieure d'autres États. Mais elle lui tolère de remplir « toute autre fonction et obligation » que lui demanderait le Conseil de sécurité national⁴. Cette phrase – et le flou qui l'entoure – sera massivement utilisée pour justifier espionnage, collecte de renseignements et ingérence politique.

Le 4 septembre 1950, Dwight Eisenhower, qui a remplacé Harry Truman à la tête du pays, lance la campagne « Croisade pour la liberté » et annonce l'utilisation de Radio Free Europe pour l'occasion. Reprenant les principes de son prédécesseur, il lui donne comme slogan « Tell the Truth »⁵. Lors d'une

¹ *Ibid.*, p. 50.

² *Ibid.*, p. 38.

³ *Ibid.*, p. 44.

⁴ *Ibid.*

⁵ Fickers Andreas et Griset Pascal, *Communicating Europe. Technologies, Information, Events*, Londres, Palgrave Macmillan, coll. « Making Europe: Technology and Transformations, 1850-2000 », 2019, p. 206.

conférence de presse, il déclare que le but des États-Unis dans la guerre n'est « ni la conquête d'un territoire ni la soumission par la force » mais qu'il est « plus subtil, plus étendu, plus complet »¹ :

« Nous essayons, par des moyens pacifiques, que le monde croie en la vérité. [...] Le moyen que nous employons pour répandre cette vérité est souvent qualifié de “psychologique”. N'ayez pas peur de ce mot juste par ce que c'est un mot à cinq syllabes et cinq dollars. La “guerre psychologique” est la lutte pour les esprits et les volontés des hommes. »²

Les États communistes, dont le principe tend à uniformiser le discours au maximum³, tentent d'empêcher cette « course à la liberté et à la vérité ». Ils ne veulent pas que les Occidentaux viennent s'immiscer dans leurs affaires. Ils avancent les notions d'ingérence politique et d'atteinte à la souveraineté nationale alors qu'en face on prône le principe de libre circulation de l'information selon lequel la communication doit pouvoir traverser les frontières. L'article 19 de la Déclaration des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948, va en ce sens : « Toute personne a droit à la liberté d'opinion et d'expression ; le droit comprend la liberté [de ...] recevoir et répandre des informations et des idées par tous les médias et sans considération de frontières. »⁴ Il constitue le fondement juridique international qui autorise les pays occidentaux à transgresser les pratiques protectionnistes du régime communiste. En fait, derrière cette directive qui arrange les Occidentaux, on retrouve une parfaite affaire de lobbying : après avoir lancé la campagne « liberté de l'information » en 1942, le directeur général de l'Associated Press, Kent Cooper, va faire pression sur l'ONU pour que cette mention soit présente dans la Déclaration. Sans cela, l'existence même de Radio Free Europe aurait pu être contestée et annulée. Et la CIA n'aurait pas pu développer son réseau de par le monde et les strates sociales.

b. CIA et pouvoir politique

Le 19 décembre 1947, la directive du Conseil de sécurité national NSC-4, qui vise à légaliser l'utilisation des théories de Kennan, est approuvée par le président Truman. Elle contient une annexe « top secret » qui charge le directeur de la CIA « [d'] activités psychologiques secrètes » dans le contexte de lutte contre le communisme⁵. En juin 1948, elle est remplacée par la NSC-10/12 qui va plus loin en accordant la plus haute approbation gouvernementale aux opérations secrètes de « propagande, guerre économique, action directe préventive incluant sabotage, antisabotage, mesures de destruction et

¹ Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*, trad. française par Delphine Chevalier, Paris, Éditions Denoël, 2003, p. 158.

² *Ibid.*

³ Semelin Jacques, *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Espagne, Nouveau Monde éditions, 2009, p. 77.

⁴ Fickers Andreas et Griset Pascal, *Communicating Europe. Technologies, Information, Events*, Londres, Palgrave Macmillan, coll. « Making Europe: Technology and Transformations, 1850-2000 », 2019, p. 206.

⁵ Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*, trad. française par Delphine Chevalier, Paris, Éditions Denoël, 2003, p. 51.

d'évacuation, subversion contre les États hostiles incluant aide aux mouvements souterrains de résistance, guérillas et groupes de libération des réfugiés »¹. Ces deux directives ont été adoptées à la connaissance directe du président américain. Dans sa guerre propagandiste, la CIA n'agissait pas seule dans son coin, toute l'administration présidentielle était au courant. Mieux, elle soutenait l'initiative. Certains membres de l'OPC, une composante de la CIA, témoignent pouvoir faire tout ce qu'ils veulent tant que « l'autorité supérieure » – le président – ne l'interdit pas ouvertement².

Fondé le 11 mai 1949, le Comité national pour une Europe libre vise initialement à engager des exilés est-européens pour développer des programmes anticommunistes dans les langues des pays du Rideau de fer. En réalité, c'est l'une des nombreuses couvertures utilisées par la CIA pour dissimuler ses activités. Un simple coup d'oeil au Conseil d'administration permet de se rendre compte du carrefour de personnalités haut placées qui y côtoient allègrement les employés de l'Agence : Licius Clay (Haut Commissaire en Allemagne), Henry Ford II (président du groupe General Motors), Oveta Culp Hobby (administrateur du musée d'Art moderne), John C. Hughes (ambassadeur des États-Unis à l'OTAN), Dwight Eisenhower (futur président du pays, à partir de 1953), Arthur Schlesinger (coordinateur de certaines revues financées par la CIA et membre du Congrès pour la liberté de la culture)³. Sous sa façade « d'accueil aux réfugiés », le Comité représente l'un des meilleurs prétextes pour nouer la CIA aux mondes des affaires, des médias, du cinéma, de la publicité, de la politique, de l'industrie et de la justice.

Parmi les administrateurs du Comité national pour une Europe libre, on retrouve également un personnage particulièrement important dans l'ombre de la tentaculaire CIA du début des années 1950 : C.D. Jackson, directeur du magazine Time-Life et cerveau de la pieuvre mise en place par l'Agence pour cacher sa présence. Son incroyable ascension commence au Time dont il devient vice-président à la fin de la Seconde guerre mondiale. Officiellement présent pour le compte du magazine, il profite de son rôle dans la « Campagne de vérité » pour rejoindre les opérations secrètes de la CIA et le Comité national pour une Europe libre dont il devient président. C'est lui qui persuade Dwight Eisenhower, qu'il a connu lors de la guerre, de prêter son nom au Comité. Proche du futur président, il est celui qui lui conseille d'engager une agence de publicité pour sa campagne présidentielle : c'est comme cela que le slogan « I like Ike » voit le jour. Dès son entrée à la Maison Blanche, Eisenhower nomme, en guise de reconnaissance, C.D. Jackson « conseiller spécial pour la guerre psychologique » : soit un ministre de la propagande aux pouvoirs presque illimités⁴. L'homme à tout faire de la CIA siège également au comité

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 53.

³ *Ibid.*, p. 141.

⁴ *Ibid.*, p. 157.

exécutif de Radio Free Europe dont il gère toutes les collaborations. Avec un tel homme dans ses rangs, la CIA et Radio Free Europe n'ont guère à s'inquiéter de leurs financements.

c. Finances et financements

Comme nous l'avons vu plus haut, le plan Marshall était autant une stratégie politique qu'une réelle aide économique. Les détails d'attribution démontrent même un véritable cheval de Troie. Parmi les conditions intégrées à tout prêt d'argent, on retrouve l'obligation pour chaque pays bénéficiaire de contribuer à l'effort d'aide internationale en déposant à sa banque un montant égal à la contribution américaine. Le gouvernement en question gardait la propriété de la majeure partie tandis que 5% revenaient à l'administration américaine. Ces « fonds de contrepartie » étaient alors mis à disposition de la CIA pour gonfler son budget¹. Ce sont 200 millions de dollars de prêts de relance européens qui partaient renflouer chaque année les poches de l'Agence. Sans qu'elle n'ait rien à faire. Cette clause spéciale présente au sein du plan Marshall est l'une des nombreuses « inventions » mises sur pied pour abreuver continuellement les « fonds sans fond » de la CIA.

L'autre grand levier économique de la CIA, ce sont les fondations privées et philanthropiques qui permettent de transférer d'immenses sommes d'argent sans devoir justifier les bénéficiaires de ces fonds. L'une des plus célèbres « vaches à lait » de l'Agence est la fondation Farfield, fondée en 1952 par « un groupe de personnes américaines privées qui s'intéressent à la préservation de l'héritage culturel du monde libre et au développement constant de l'échange des connaissances dans les domaines des arts, lettres et sciences. »² À sa tête, le principal homme de paille de la CIA, Julius Fleischmann, dont la fortune personnelle et le mécénat varié font de lui un donateur crédible. Membre du Congrès pour la liberté de la culture, il va financer sa propre organisation (le Congrès) avec l'argent de son autre organisation (la CIA) via sa propre fondation (Farfield) sans que personne ne puisse se douter qu'il s'agit de financements occultes et illégaux. Interrogé sur la question des fondations de façade, Tom Braden, journaliste et ex-membre de la CIA, détaille la simplicité des opérations : « La fondation Farfield était une fondation de la CIA [comme] il en existait beaucoup de cet ordre. Nous utilisons les noms des fondations à de nombreuses fins, mais elles n'existaient en fait que sur le papier. Nous allions voir à New York quelqu'un qui était riche et célèbre, et nous lui disions : “Nous voulons monter une fondation”, en lui expliquant ce que nous voulions faire et en lui faisant jurer le secret. Il répondait : “Bien sûr, je vais le faire.” Et puis on imprimait un en-tête avec son nom dessus. Et voilà, on avait une fondation. C'était vraiment un système très simple. »³ La Farfield n'est pas la seule « couverture de qualité » : la Ford, la Rockefeller et la Carnegie font partie des meilleurs contributeurs de l'Agence.

¹ *Ibid.*, p. 105.

² *Ibid.*, p. 135.

³ *Ibid.*, pp. 136-137.

Le système de financement de la CIA est tellement efficace qu'elle ne se prie pas pour en profiter. De 1963 à 1966, 108 des 700 subventions de plus de 10.000 dollars par des fondations américaines sont liées à l'Agence. Plus encore, elle est impliquée dans près de la moitié des subventions des 164 fondations du domaine « activités internationales ». Une blague récurrente veut alors que toute organisation philanthropique américaine utilisant les termes « libre » et « privé » dans sa description était automatiquement une couverture de la CIA¹. Peu importe les ragots, ces différents leviers financiers permirent à l'Agence de posséder, à son apogée, des compagnies aériennes et d'assurance, des stations de radio, des journaux et des agences immobilières². Son spectre devient rapidement si large que tout le monde commence à suspecter sa présence à chaque coin de rue.

¹ *Ibid.*, p. 146.

² *Ibid.*, p. 45.

4. À l'Est, la radio au quotidien

En octobre 1950, le diplomate et agent secret britannique Sir Robert Bruce Lockhart qualifie le rôle du service extérieur de la BBC comme suit : « Il ne coûte pas plus qu'un petit croiseur et, pour ce prix, vous pouvez avoir un service comparable à une flotte de guerre. »¹ C'est le discours typique qui ressort des différentes radios occidentales lors des premières années de la guerre froide. Mais avec le temps, l'optimisme et l'enthousiasme semblent laisser place au doute et à la frustration : les populations de l'est-européen entendent-elles vraiment les centaines d'heures que Voice of America, la BBC ou Radio Free Europe diffusent par delà le Rideau de fer depuis tant d'années ? Les journalistes peuvent-ils dire combien de personnes écoutent leurs émissions, et combien d'entre eux les apprécient ? Les radios de l'Ouest ont beau s'époumoner tant qu'elles peuvent, les oreilles de l'Est sont-elles dirigées dans la bonne direction ?

Cette question de la réception – ou non – des programmes diffusés à l'Est est indissociable de l'histoire des radios occidentales, et de leur éternelle remise en cause. Les rédactions ne disposent pas de relevés d'auditoires, rendus encore plus impossibles par l'opacité de la fracture qui divise l'Europe en deux tout au long de la guerre froide. Pas de courrier des lecteurs, pas de reconnaissance dans la rue (puisque l'on n'est connu qu'à l'étranger), pas de commentaires d'auditeurs : rien ne permet de savoir si ce qui est émis est bel et bien reçu de l'autre côté des ondes. Seule l'émergence des postes individuels, consignée par les déclarations de vente, permet un certain éclairage² : aucun nombre suffisamment précis ne ressort, mais il est toujours en augmentation. Mais il est largement incomplet : acheter une radio portative ne veut pas dire qu'on va forcément y écouter des radios occidentales.

Au coeur de la guerre froide, la bataille pour l'information est cruciale puisqu'elle oppose deux visions du monde. D'un côté, le protectionnisme extrême, condamnable du point de vue du droit de l'individu à l'information, est une notion au coeur du projet communiste : construire un « homme socialiste nouveau » suppose de l'éloigner de toute « contamination » occidentale et l'édification du socialisme comme projet social comporte l'isolement de « l'impérialisme libéral décadent »³. De l'autre, la propagande internationale, condamnable du point de vue du droit à la souveraineté de l'État, est une mesure nécessaire aux yeux du libéralisme américain : construire un « homme libre » implique la confrontation avec un monde « différent » et l'idéal libéral comme projet individuel nécessite l'ingérence. Cette opposition idéologique explique la position soviétique face à l'apparition des radios occidentales : tous les moyens sont bons pour empêcher la population d'écouter ces appareils de

¹ Semelin Jacques, *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Espagne, Nouveau Monde éditions, 2009, p. 72.

² Semelin Jacques, *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Espagne, Nouveau Monde éditions, 2009.

³ *Ibid.*, p. 77.

propagande alors même que les citoyens souhaitent recevoir ces « voix du monde libre », ne serait-ce que pour disposer d'une information différente de celle qu'on leur sert tout emballée. De ce principe, il est clair – et des directives ont été prises en ce sens – que les régimes communistes d'Europe ont cherché, jusqu'à la politique de *glasnost* de Mikhaïl Gorbatchev, à endiguer toute diffusion occidentale sur leur territoire.

Partant de là, il devient particulièrement intéressant de se pencher sur la profondeur de la pénétration des émissions occidentales au sein du Rideau de fer, et l'impact que celle-ci a réellement pu avoir dans les soulèvements populaires dans les années 1950 et 1960. Cette inspection se fera en quatre étapes : a) les questions d'émission et de réception des programmes des radios occidentales, b) le lien entre les populations est-européennes et les radios étrangères, c) le rapport entre les autorités locales et la radio, d) la polémique autour du rôle de Radio Free Europe dans l'Insurrection de Budapest.

a. Émission et réception

Dès le lancement des premières radios occidentales, l'URSS et ses pays satellites sollicitent les instances internationales pour faire stopper les émissions en direction de son territoire. Les réquisitoires sont toujours plus virulents envers les radios de substitution – comme RFE qui entend « se substituer » aux médias officiels – qu'envers celles de représentation – comme Voice of America qui « représente » la voix du gouvernement américain : ils en demandent la dissolution pure et simple pour atteinte à la souveraineté de l'État et ingérence dans ses affaires intérieures. Mais dans le même temps, l'Union soviétique ne cesse de développer Radio Moscou qui émet en 80 langues en direction du Moyen-Orient et du Tiers-Monde¹. Dans ce sens de transmission, les autorités soviétiques ne voient aucun problème à violer la souveraineté des pays que Radio Moscou inonde.

Comme les pressions diplomatiques ne suffisent pas à endiguer l'action des radios occidentales, les pays de l'Est déploient un vaste appareil de brouillage des ondes. Voice of America en est la cible dès avril 1948, la BBC suivra l'année suivante. Pour contrer Radio Free Europe plus spécifiquement, une gigantesque station d'interférences est installée à Prague². Le 24 octobre 1951, le décret du Conseil des ministres ordonne le soutien financier aux autorités polonaises dans leur mission de brouillage³. Au début des années 1980, on estime le nombre de stations d'interférences à plus de 2000 : le budget consacré à leur fonctionnement et entretien oscille, à cette période, entre 100 et 130 millions de dollars

¹ *Ibid.*, p. 80.

² *Ibid.*, p. 82.

³ Herdeiro Vítor Madail, *RARET: A Guerra Fria Combatida a partir da Charneca Ribatejana* [e-book], Lisbonne, Edições 70, 2021, p. 44.

annuels¹. En réponse à ces blocages techniques, les radios occidentales augmentent régulièrement la puissance de leurs émetteurs et se mettent à diffuser leur signal sur plusieurs fréquences. Malgré tous les efforts déployés par les autorités soviétiques, un auditeur motivé finit toujours pas « capter l'Ouest »².

Ce sentiment d'atteindre sa cible pousse les responsables des radios occidentales à investir toujours plus dans leur appareil de propagande. Le tournant des années 1960-1970 représente l'apogée des radios de substitution : elles sont entrées dans l'usage collectif, et la télévision ne les a pas encore reléguées au second plan. À la fin des années 1960, Radio Free Europe diffuse ainsi quotidiennement 19 heures de programmes en direction de la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie – soit 133 heures par semaine³. En 1984, elle n'y diffuse respectivement plus que 66 heures, 52 heures et 54 heures hebdomadairement⁴. Selon une enquête de la BBC, l'écoute des radios étrangères a progressivement diminué en même temps que son temps d'émission : entre février et mars 1989, ils ne sont plus que 34% des habitants du Bloc de l'Est à s'être branchés au moins une fois sur RFE⁵. Cela s'explique par le profil des utilisateurs de ces médias, dépeint par le Komsomol (organisation de la jeunesse communiste) comme « majoritairement des jeunes de 15-16 ans »⁶. Dans les premières décennies de la guerre froide, la jeunesse est-européenne avide de liberté est branchée sur son poste radio. Dans les années 1980, elle a délaissé les ondes hertziennes pour épouser l'écran cathodique de la télévision.

Si l'écoute des radios occidentales restera une habitude tout au long de la guerre froide, elle ne doit pas être considérée comme un phénomène de masse. Il est d'ailleurs mensonger d'avancer que tous les citoyens est-européens cherchent à entendre la « voix de l'Ouest ». L'audience sait, en outre, parfaitement que les radios occidentales, bien qu'apportant une information différente, font partie d'un vaste réseau de propagande⁷. Et si certains écoutent l'Ouest, ils ne sont pas forcément sourds vis-à-vis des médias de l'Est : au contraire, la population fait souvent des allers-retours entre les deux sources d'information pour les confronter. L'un des principes majeurs de ce déchiffrement revient d'ailleurs à considérer qu'une information doit être vraie si elle a été démentie par la presse du parti⁸. En réalité, les

¹ Semelin Jacques, *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Espagne, Nouveau Monde éditions, 2009, pp. 83-84.

² *Ibid.*

³ 303 Committee, « Radio Free Europe and Radio Liberty », 27 janvier 1969, <https://2001-2009.state.gov/documents/organization/97929.pdf?fbclid=IwAR03K8FBPaKNYEs5oD-AABo8DLKp7dtaM9Dpa4TM9E5FEV9ejGFofy3JG4>

⁴ Semelin Jacques, *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Espagne, Nouveau Monde éditions, 2009, p. 92.

⁵ *Ibid.*, p. 93.

⁶ Kozovoi Andreï, « La dernière bataille de la Guerre froide sur les ondes : les Soviétiques et l'information radiophonique sur les États-Unis, 1975-1985 » [en ligne], dans *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°26, 2007, pp. 123-134, via Cairn, <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2007-2-page-123.htm>

⁷ Semelin Jacques, *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Espagne, Nouveau Monde éditions, 2009, p. 78.

⁸ *Ibid.*, p. 103.

processus de réception sont bien plus complexes qu'une assimilation binaire à l'une ou l'autre idéologie. Surtout, les publics s'adaptent souvent en fonction des périodes de détente en interne. Dans les périodes de renouveau politique, lors du Printemps de Prague notamment, l'écoute des radios étrangères chute drastiquement¹. Si les populations du Rideau de fer se tournent vers les radios occidentales, c'est avant tout uniquement parce qu'ils ne trouvent pas ce qu'ils cherchent dans leur propre espace médiatique. Dès lors que ce dernier regagne liberté et indépendance, il n'y a plus de raison d'écouter ce que dit l'étranger.

b. Population et radio, un lien particulier

Comme mentionné dans le point précédent, les auditeurs savent parfaitement à quoi s'attendre lorsqu'ils se branchent sur les radios de l'Ouest. La BBC est considérée comme le média le plus crédible, au contraire de Voice of America qui attire pas mal de méfiance. Quand à Radio Free Europe, ils reconnaissent dans l'accent des journalistes qu'il s'agit de la voix des exilés anticommunistes qui leur parle². En fonction de cela, chacun décide d'écouter ou non ce que disent ces radios. Dans la Pologne des années 1960, la population aspire à la tranquillité et au calme politique, elle ne veut pas écouter d'incitation à la « liberté démocratique ». L'opinion est alors fort répandue que Radio Free Europe « débite des mensonges sur la Pologne ». 20 ans plus tard, en plein mouvement Solidarność, la situation a bien changé : RFE est – de très loin – la radio la plus écoutée du pays³. Plus généralement, les informations obtenues via les radios occidentales sont le plus souvent discutées entre les citoyens et pénètrent ainsi plus profondément la société que ne pourrait le théoriser la taille d'un auditoire *stricto sensu*. Le bouche à oreille représente même la principale transmission d'informations au sein du Rideau de fer : en 1969, l'écrivain hongrois Gyula Sipos observe à ce propos qu'il apprend les informations du monde alors qu'il n'écoute pas la radio⁴.

Avec l'habitude, l'auditeur sait même reconnaître quelle radio et quel journaliste lui « parle » sans que ce dernier ait besoin de le préciser. Certaines voix deviennent même familières. Un très bon exemple pour juger de la réception des radios occidentales au sein du Rideau de fer provient du témoignage de plusieurs journalistes de RFE qui, de retour dans leur pays natal après la chute de l'URSS, se font arrêter dans la rue parce que des passants ont reconnu leur voix⁵. Richard Nixon témoigne également dans ses mémoires d'une anecdote insolite. Le 2 mai 1959, il se rend à Varsovie en tant que vice-président des États-Unis. Seule une entrevue avec les dirigeants nationaux est prévue, sans

¹ *Ibid.*, p. 79.

² *Ibid.*, pp. 98-99.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 104.

⁵ *Ibid.*, p. 98.

contact avec la population. Les médias polonais ont d'ailleurs reçu l'ordre de ne pas avertir la population de cette visite. Mais Radio Free Europe, informée par la Maison Blanche, diffuse son heure d'arrivée et son itinéraire sur place. En quelques heures, les Varsoviens vont se passer la nouvelle. Nixon raconte : « Quand nous sommes arrivés sur l'autoroute, j'ai remarqué des petits groupes de gens criant vers nous depuis le bord de la route. Tout à coup, quelque chose m'atteint au visage. Mais ce n'était pas une pierre, c'était un bouquet de roses. Lorsque nous sommes parvenus dans le centre-ville, 250.000 personnes s'étaient attroupées dans les rues de la capitale. C'était sans précédent et inattendu. »¹

Ce rapport particulier entre les populations est-européennes et les radios occidentales est tellement spécial, tellement unique qu'il inspirera de nombreuses personnalités publiques et artistes en tout genre. Après la chute de l'URSS, une partie d'entre eux décidera même de relayer le souvenir de ce lien si spécifique. Le poète russe Joseph Brodsky, par exemple, décrira son poste radio comme une « fenêtre sur l'Europe » particulièrement fidèle : « Par six trous symétriquement disposés à l'arrière, dans le rougeoiement atténué et le scintillement des lampes, dans le dédale des contacts, des résistances et des cathodes aussi incompréhensibles que les langues qu'il générait, je croyais voir l'Europe. À l'intérieur, on aurait dit une ville la nuit avec des néons partout. Et lorsqu'à 32 ans, j'ai atterri à Vienne, j'ai eu le sentiment immédiat que d'une certaine manière, je connaissais l'endroit. »² De son côté, Vaclav Havel, figure de la résistance tchécoslovaque et premier président à la suite de la Révolution de Velours, n'a cessé de rendre hommage au rôle joué par Radio Free Europe : « [...] Plus important est ce que Radio Free Europe a signifié pour notre pays. Au cours des longues années du communisme, la radio a été la seule voie de libre échange d'informations, de libre journalisme et aussi la seule, ou plutôt la principale, source de communication entre l'opposition et le public, entre la société en général et la nation. Je crois que notre société doit une immense gratitude à Radio Free Europe pour le rôle qu'elle a joué dans le passé. »³ Plus que tout relevé d'auditoire, ce sont ces multiples témoignages qui démontrent l'importance et l'impact que les radios occidentales auront joué auprès des populations de l'Europe de l'est tout au long de la guerre froide.

c. Les autorités et la radio

Autant par son rôle – ingérence américaine dans la politique intérieure communiste – que par son message – soutien et relais de la résistance anticomuniste – Radio Free Europe est une institution qui cristallise l'énerverment, la frustration et la haine des autorités communistes du Rideau de fer. Le brouillage est, par exemple, un bon indicateur de la volonté d'ouverture et d'autonomie des pays

¹ *Ibid.*, pp. 84-85.

² *Ibid.*, p. 108.

³ Herdeiro Vítor Madail, *RARET: A Guerra Fria Combatida a partir da Charneca Ribatejana* [e-book], Lisbonne, Edições 70, 2021, p. 37.

d'Europe centrale. La Pologne est la pionnière en la matière, dès novembre 1956. Le 28 juillet 1963, la Roumanie l'imité, Ceaușescu voulant montrer sa distance avec Moscou. Le 1er février 1964, la Hongrie lève le brouillage de VOA et de la BBC, suivie par la Tchécoslovaquie le 1er avril. La Bulgarie ne s'y met qu'en 1974, et seulement pour VOA. Seule la Tchécoslovaquie relancera les interférences, à la suite de l'échec du Printemps de Prague¹. Parmi toutes les radios occidentales, RFE est la station la plus visée par les autorités communistes.

Pourtant, les relations que vont nouer les autorités locales avec les ondes hertziennes sont plus complexes et nuancées que cela. En 1964, le correspondant du *New York Times* à Varsovie relate par exemple : « Dans les conversations officielles, on parle avec colère des radios occidentales. Mais comme l'indiquent bien des confidences des membres du parti, il fallait voir comment ceux qui se plaignaient le plus de ces radios ont accouru à leur poste à ondes courtes au moment de la chute de Khrouchtchev pour apprendre ce qui s'était vraiment passé. »² En réalité, les liens entre les membres des régimes du Rideau de fer et Radio Free Europe sont bien plus noués qu'on ne pourrait le penser. Certains jouent même le rôle d'indics en diffusant des informations gênantes sur leurs adversaires politiques. Il arrive même que les statistiques exacts des ministères soient communiquées à la radio américaine pour éviter toute falsification en interne ou de la part de l'Occident³.

En 1956 en Hongrie, le mouvement insurrectionnel fait face à des médias officiels entièrement dévoués au communisme soviétique et ne parvient pas à faire entendre sa voix. Les insurgés décident de forcer leur destin et s'emparent d'émetteurs radios en province, moins austère et plus accessible que la capitale acquise au régime. Des « conseils ouvriers » sont formés pour diriger ces radios rebelles qui deviennent toujours plus nombreuses⁴. Miskolc, Pécs, Győr, Debrecen : toutes les grandes régions du pays rejoignent le mouvement. En quelques jours, c'est toute une population insurgée qui donne – enfin – de la voix. Radio Kossuth, la radio du régime, est complètement dépassée. Pour augmenter leur impact, les radios rebelles commencent à coordonner leurs émissions : le 2 novembre, toutes les radios du pays diffusent le même programme⁵. Le 30 octobre, la radio nationale elle-même s'est émancipée : elle fait son autocritique et se renomme Radio Kossuth libre. Le 3 novembre, elle fusionne avec Radio Petöfi libre⁶. L'ancien appareil du pouvoir émet désormais pour la population. Mais le lendemain, les troupes soviétiques envahissent le pays et répriment durement la « contre-révolution » hongroise. L'Insurrection de Budapest est terminée. Pourtant, l'héritage des Hongrois ne doit pas être oublié :

¹ Semelin Jacques, *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Espagne, Nouveau Monde éditions, 2009, p. 83.

² *Ibid.*, p. 96.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 162.

⁵ *Ibid.*, p. 167.

⁶ *Ibid.*

grâce à son utilisation des médias, la population a transformé – le temps d’une semaine – une révolte urbaine ratée en une restructuration totale de l’espace public du pays.

En pénétrant en Tchécoslovaquie dans la nuit du 20 au 21 août 1968, les Soviétiques veulent refaire le coup de 1956 : mater la « contre-révolution » en cours en justifiant leur intervention par un prétendu appel venu du régime. Mais le gouvernement réformiste d’Alexander Dubcek va leur couper l’herbe sous le pied en confirmant le caractère légal du Printemps de Prague et en rejetant l’hypothèse d’une demande d’aide auprès de l’Armée rouge¹. Le coup de force militaire de l’URSS apparaît dès lors comme illégitime : il ne s’agit pas d’une intervention armée mais d’un véritable assaut militaire. Un appel au calme est également prononcé, tout comme la nécessité de ne pas s’opposer physiquement aux envahisseurs. Pour coordonner au mieux cette résistance passive, le gouvernement s’associe aux médias nationaux pour tenir la population informée. Cette triple coopération – pouvoir, médias, population – est rendue possible par l’évolution technologique : les volumineux postes radios familiaux ont été remplacés par les nouveaux à transistor qui offrent une mobilité totale à l’auditeur². Il est désormais possible de rester informer de la situation à tout moment, même dans la rue. Ce système inédit d’émission-réception fait la force de la résistance tchécoslovaque, lui permettant d’allier unité et capacité de réaction. Le 27 août, Alexander Dubcek annonce la fin du Printemps de Prague et le retour à la « normalisation »³. Il a accepté de se soumettre à nouveau au pouvoir communiste pour épargner sa population d’un nouveau bain de sang. Mais pour la seconde fois consécutive, médias et population ont prouvé leur formidable force commune : en se coordonnant, elles ont réussi à faire face à la répression et gagner en liberté.

d. L’épisode RFE 1956

Six ans après sa création, Radio Free Europe vit avec l’Insurrection de Budapest de 1956 son baptême du feu. Certes, elle a été fondée pour soutenir les révoltes internes au Rideau de fer mais c’est la première fois qu’elle doit faire face – en conditions réelles et sans aucune expérience en la matière – à une situation qu’elle ne sait absolument pas comment gérer. C’est ce qui explique sans doute pourquoi la radio américaine a suscité une vive polémique – autant à l’Est qu’à l’Ouest – pour son traitement de la crise. Au point d’être accusée d’avoir poussé la population hongroise à prendre les armes contre les Soviétiques pour renverser le pouvoir communiste. Dans son rapport sur le soulèvement hongrois, l’ONU écrit ceci : « Il semblerait que certaines émissions de RFE aient contribué à créer l’impression que les Hongrois pouvaient peut être compter sur un appui [de l’Ouest]. »⁴

¹ *Ibid.*, p. 172.

² *Ibid.*, p. 181.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 149.

Pourtant, le chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer déclare le 25 janvier 1957 que « l'enquête a montré que les allégations parues dans la presse, à savoir que RFE avait promis aux Hongrois l'assistance armée de l'Occident, ne sont pas conformes aux faits. »¹ En réalité, il n'en sait strictement rien, ce sont les résultats d'une enquête menée en interne qui conclut : « Sur les 308 items différents, 16 peuvent être considérés comme suspects » avant d'ajouter qu'aucune émission de RFE n'a appelé à la lutte armée². Mais ces conclusions ne peuvent être attestées par aucun expert indépendant : ni les commissions de l'ONU ni le Conseil de l'Europe ni le parlement ouest-allemand ne peuvent en effet mener d'enquêtes sans la supervision de la CIA. Selon la thèse officielle du traitement de l'Insurrection de Budapest, Radio Free Europe n'a pas jeté d'huile sur le feu mais certaines de ses émissions ont pu constituer des « bavures »³.

À la fin de l'enquête qui statue la « non-responsabilité » de la radio américaine, toutes les archives sonores et écrites de cette période furent détruites par la direction de RFE⁴. Il est aujourd'hui impossible de savoir exactement le rôle joué par Radio Free Europe dans la fermentation du soulèvement populaire hongrois. En se penchant sur les archives écrites des programmes diffusés lors de l'Insurrection, il est toutefois possible de tracer les grandes lignes de la prise de position de la radio. Deux tendances se dégagent nettement dans les premiers jours du conflit. La première vise à dénigrer les « demi-mesures » du gouvernement et rendre ce dernier responsable de l'intervention soviétique. La seconde tend à systématiquement exalter la combativité du peuple hongrois en le « héroïsant » par avance⁵. L'adoption d'un ton plus modéré, observé à partir du 2 novembre, serait dû à l'intervention directe de responsables américains alertés sur le contenu très équivoque des programmes de la section hongroise⁶. Si une telle rectification a bel et bien eu lieu, comment dès lors ne pas considérer que Radio Free Europe ait adopté une attitude irresponsable lors de cette crise hongroise ?

Il faut toutefois préciser que la radio américaine ne doit pas pour autant être tenue seule responsable de ce soulèvement populaire. Certes, elle a relayé une verbalisation explicite et adopté une attitude plus que limite. Mais, si elle a joué un quelconque rôle dans l'attitude de la population hongroise, elle n'aurait pas pu, à elle seule et sans autre contexte, pousser un peuple entier à se rebeller. En réalité, les déclarations répétées des pays occidentaux sur la nécessité de soutenir toute alternative au communisme en Europe de l'Est ont poussé les Hongrois à croire que l'Occident leur apporterait son

¹ *Ibid.*, p. 150.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 151.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, p. 153.

⁶ *Ibid.*

aide en cas de révolte. Selon de nombreux journalistes sur place, la majorité de ceux qui se sont engagés en 1956 comptaient sur une aide morale et matérielle de l'Ouest¹. En ce sens, Radio Free Europe n'aurait fait que diffuser à outrance les mensonges des pays occidentaux. La réalité se trouve sans doute entre les deux. Budapest 1956 marque quoi qu'il en soit un tournant dans l'histoire de la radio américaine qui va adopter une politique plus modérée². Ainsi, lors du Printemps de Prague, pas question pour elle de discréditer le gouvernement Dubcek en lui reprochant de ne pas suivre une ligne assez radicale. Pas question non plus de magnifier le courage de la population dans sa tentative de résistance contre l'invasion des troupes soviétiques. RFE reste cette fois en retrait.

¹ *Ibid.*, p. 154.

² *Ibid.*, p. 155.

TROISIÈME PARTIE : CONCLUSION

En choisissant d'interroger le rôle de Radio Free Europe durant la guerre froide en partant du point de vue particulier de RARET, l'idée était de questionner une thématique générale via un angle peu abordé jusqu'à présent. Cette démarche permettait également d'ouvrir une réflexion à deux étages : une première à l'échelle de RARET, la seconde au niveau de Radio Free Europe – voire des médias en général. Concernant l'émetteur portugais précisément, la visée finale était de s'interroger sur deux éléments principaux de sa « vie » : les raisons de son existence tout d'abord, les raisons de son oubli ensuite. Au niveau de la radio américaine, l'objectif était de tenter d'établir la réalité de son impact au sein des populations du Rideau de fer.

Fondée le 10 avril 1951, la société Rádio Retransmissão – popularisée sous l'acronyme RARET – est le pur produit de son époque, balancée entre un après-guerre aux tensions Est-Ouest grandissantes et un régime salazariste qui cherche à tout prix le moyen de pérenniser son avenir. Du point de vue américain, RARET s'inscrit dans un contexte de « guerre totale » où la fin justifie toujours les moyens. Déployée pour « la bonne cause », elle est l'outil d'un chef d'orchestre aux multiples baguettes qui pense qu'il faut jouer de tous les instruments pour créer la musique la plus efficace. Du son point de vue portugais, elle n'est qu'une excuse parmi tant d'autres dans une tentative mégalomane de garder le pouvoir. Coincée entre la croisade idéologique et la soif absolue de pouvoir, voilà comment on pourrait – grossièrement – résumer la naissance de RARET. Quant à sa disparition, elle est peut-être encore plus parlante sur la nature des relations qui l'ont amenée à voir le jour. Arsenal moral particulièrement prisé des Américains au tournant des années 1960 – comme le démontre parfaitement la patience dont l'*Oncle Sam* a fait preuve pour la garder dans son giron – la station portugaise sera abandonnée par ces mêmes bienfaiteurs lorsqu'elle ne pourra plus suffisamment les satisfaire. Pour ce qui est de ses racines lusitaniennes, elle est le miroir parfait d'une société qui refuse de regarder son passé en face et s'efforce de vivre comme si ces quarante ans de règne autoritaire n'avaient jamais existé. Le reflet exact d'un pays qui a tacitement accepté de se « laisser vivre » et qui refuse d'aborder cette période pourtant si importante de son histoire. La non-revendication de la propriété privée par le pouvoir portugais, malgré l'abandon du site depuis trois décennies, doit certainement relever de ce paradoxe : consacrer de l'intérêt à RARET revient à devoir parler, à un moment ou à un autre, de Salazar. Et le Portugal ne semble manifestement toujours pas prêt pour cela.

Pour ce qui est de l'impact de Radio Free Europe – et des radios occidentales de manière générale – sur les populations de l'est-européen, nous avons affaire à un sujet déjà maintes et maintes fois discuté et analysé. Comme le sujet ne lui était pas entièrement dédié, il était difficile de creuser particulièrement la question de la profondeur réelle de ce rôle joué auprès de centaines de millions de

personnes. Aussi, c'est une conclusion axée davantage sur l'inversion des rôles qui peut ici être formulée. Il est certes indéniable que les radios occidentales ont massivement transformé l'espace public, médiatique et politique du Bloc de l'Est, mais qu'en est-il de l'appropriation de ces médias par les populations locales ? Non pas selon les termes d'une réception tel qu'évoquée dans le chapitre 4 au premier sous-point de ce travail mais selon l'utilisation que les citoyens d'Europe de l'Est ont pu faire des médias occidentaux. Car en se penchant plus précisément sur la question, il apparaît évident qu'il existe bien plus de différences de points de vue entre les radios occidentales d'un côté et la population du Rideau de fer de l'autre que la simple opposition « démocratie libérale contre totalitarisme communiste ».

La notion de « vision » diffère fortement : la propagande américaine espère une réaction « tout de suite » de la part de sa cible, là où les Est-européens se construisent un rapport « sur le long terme » avec ces médias dont ils ne savent au début pas trop quoi penser. La notion « d'activisme » ensuite : les États-Unis souhaitent susciter des « actions concrètes » parmi les populations du Bloc de l'Est, alors que celles-ci développent davantage des « processus de réflexion » (maturité intellectuelle, culturelle et politique) à mesure qu'elles écoutent une information et un monde « différents » du sien. Une différence d'importance accordée à la « réception » aussi : dans la majorité des études réalisées sur les liens entre médias occidentaux et populations du Rideau de fer, l'accent est mis sur l'axe « émission-réception » arguant d'une influence de l'Occident vers l'Est tandis que l'orientation inverse est souvent – voire tout le temps – négligée. En réalité, personne ne s'interroge réellement sur le fait que les citoyens communistes d'Europe pouvaient écouter les médias occidentaux sans se préoccuper du fond mais uniquement pour « s'ouvrir » l'esprit. Qui peut réellement dire qu'ils ne se tournent pas vers les radios étrangères « pour changer » ?

Sont peu nombreuses aussi les analyses qui tiennent compte de l'émancipation réussie de ces territoires, postérieure aux soulèvements ratés dont on parle plus fréquemment. En réalité, aucun des pays membres du Rideau de fer n'a accédé à l'indépendance « grâce » aux États-Unis. Certains, comme la Tchécoslovaquie ont connu la réussite d'une prise d'indépendance mais ils ne la doivent principalement qu'à eux-mêmes. Les autres, majoritaires, ont gagné leur indépendance « par ricochet » de la chute de l'URSS. Toutes – sauf le « schisme yougoslave » – sont également consécutives à l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev et à sa levée progressive de l'étreinte de Moscou. Considérer les quarante années de propagande de Radio Free Europe par rapport au nombre de « révolutions » réussies qu'elle a réellement provoqué au sein du Bloc de l'Est, est-ce considérer que ce vaste plan de « guerre psychologique » américaine est un échec ? La question mérite toutefois d'être posée tant elle semble absente de la majeure partie des analyses sur l'impact de RFE en Europe de l'Est. Partant de ces angles précis, à quel point peut-on considérer que ce sont les radios occidentales qui ont impacté les populations est-européennes et pas, à l'inverse, ces populations qui auraient davantage utilisé les médias

étrangers pour leur propre construction ? Car une chose est sûre quand on observe le monde européen aujourd'hui, plus de trente ans après la fin de la guerre froide : aucun des pays satellites de l'URSS n'a coulé sans l'autorité russe. Tous semblaient, au contraire, prêts – certains plus que d'autres – à assumer leur indépendance. Une maturité politique qui manquait certainement au coeur de la guerre froide et que les peuples de l'Est auraient pu acquérir, à l'insu des médias étrangers, pour s'émanciper par leurs propres moyens.

À partir de ces différents constats, nous pouvons établir d'autres pistes de recherche. Ce travail s'attache à aborder le rôle de Radio Free Europe dans la guerre froide – et dans les soulèvements populaires de Budapest 1956 et Prague 1968 plus précisément – ainsi que l'existence « oubliée » de RARET, l'émetteur portugais de RFE. Nous pouvons cependant imaginer un travail qui se consacrerait au rôle de la télévision dans ce même contexte. Comme évoqué dans la partie « méthodologie » de ce mémoire, un épisode devait originellement porter sur la Révolution de Velours et le rôle joué par Radio Free Europe dans le déclenchement de celle-ci. Au fil des recherches et des lectures, il aurait été malhonnête de présenter Radio Free Europe (et la radio de manière générale) comme un élément central de la Révolution de Velours. Car contrairement à l'Insurrection de Budapest et au Printemps de Prague, c'est la télévision qui a représenté le véritable moteur de ce soulèvement populaire. Un autre travail pourrait ainsi aborder le rôle de la télévision comme vectrice de propagande durant la guerre froide. Ceci permettrait par ailleurs d'examiner un autre média en détails. Dans un point de vue plus sociologique, nous pourrions également imaginer un travail portant sur l'évolution des liens entre la « population » de RARET et le village voisin de Glória de Ribatejo. À l'arrivée de RFE en terres portugaises, le village « arriéré » de Glória est confronté à l'ultra-modernité, une autre culture. Ces deux « civilisations » vont alors se mélanger, et passeront d'un choc des cultures à une acclimatation presque parfaite. Plus qu'un sujet qui semble peu traité, il serait intéressant de parler des gens dont la vie a été impactée par Radio Free Europe alors qu'ils n'en étaient pas la cible.

« C'est la liberté de tyranniser qui est le contraire de la liberté »
Fernando Pessoa dans *Le banquier anarchiste*

Bibliographie

1. Sources écrites

Bourdon Albert Alain et Léonard Yves, *Histoire du Portugal*, Paris, Éditions Chandeigne, 2019.

Conseil de déontologie journalistique, *Code de déontologie journalistique* (2ème édition), Bruxelles, 2017.

Fickers Andreas et Griset Pascal, *Communicating Europe. Technologies, Information, Events*, Londres, Palgrave Macmillan, coll. « Making Europe: Technology and Transformations, 1850-2000 », 2019.

Herdeiro Vítor Madail, *RARET: A Guerra Fria Combatida a partir da Charneca Ribatejana* [e-book], Lisbonne, Edições 70, 2021.

Semelin Jacques, *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Espagne, Nouveau Monde éditions, 2009.

Labourdette Jean-François, *Histoire du Portugal*, Paris, Éditions Fayard, 2000.

Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*, trad. française par Delphine Chevalier, Paris, Éditions Denoël, 2003.

2. Sources numériques

303 Committee, « Radio Free Europe and Radio Liberty », 27 janvier 1969, <https://2001-2009.state.gov/documents/organization/97929.pdf?fbclid=IwAR03K8FBPaKNYEsb5oD-AABo8DLKp7dtaM9Dpa4TM9E5FEV9ejGFofy3JG4> (consulté le 20/04/22).

AGJPB, « Code de principes de journalisme adopté par l'ABEJ, la FNHI et l'AGJPB » [en ligne], AJP, 1982, <http://www.ajp.be/telechargements/codeprincipes.pdf> (consulté le 20/07/22).

AJP - Association des journalistes professionnels, « Les codes de déontologie » [en ligne], <https://www.ajp.be/codes-de-deontologie/> (consulté le 20/07/22).

Aseees - The Association for Slavic, East European & Eurasian Studies, « Radio Free Europe / Radio Liberty Archives Online » [en ligne], 6 février 2017, <https://www.aseees.org/news-events/aseees-blog-feed/radio-free-europeradio-liberty-archives-online> (consulté le 25/04/22).

Baillargeon Stéphane, « La radio, un phare en temps de guerre » [en ligne], *Le Devoir*, 1 avril 2022, <https://www.ledevoir.com/culture/medias/694194/guerre-en-ukraine-la-radio-un-phare-en-temps-de-guerre> (consulté le 25/04/22).

Bettencourt Faria Mário Portugal, « RARET - Radio Europe Libre » [en ligne], *Aminharadio*, 19 janvier 2008, https://www.aminharadio.com/radio/raret_raret (consulté le 18/03/22).

CIA, « Radio Free Europe and Radio Liberty », 30 juillet 1971, https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP73B00296R000500050010-0.pdf?fbclid=IwAR2f29Z4cFIsHFTStQx5Bft79SWLWy2guJG6Cf-Jujbg6_U6tfVHxf8ipg8 (consulté le 20/04/22).

C-Span, « Cold War, CIA and Radio Free Europe », [en ligne], *C-Span*, 4 janvier 2019, https://www.c-span.org/video/?456730-4/cold-war-cia-radio-free-europe&fbclid=IwAR0ZFwPcT-A76uzb9w4PoGY3ALjKm3fDsl6hrI_e7zCa6pYdVvxDcj2QF2k (consulté le 20/04/22).

du Bois Pierre. « Guerre Froide, Propagande et Culture (1945-1953) », dans *Relations Internationales*, n° 115, 2003, pp. 437-54, via JSTOR, <http://www.jstor.org/stable/45344852> (consulté le 25/04/22).

Farinha Ricardo, « A história real da RARET que inspirou a primeira série portuguesa da Netflix » [en ligne], NiT, 6 novembre 2021, <https://www.nit.pt/cultura/historia-real-da-raret-que-inspirou-primeira-serie-portuguesa-da-netflix> (consulté le 18/03/22).

Faure Justine, « Les Relations Entre Les États-Unis et La Tchécoslovaquie, 1944-1961 », dans *Relations Internationales*, n°110, 2002, pp. 235-49, via JSTOR, <http://www.jstor.org/stable/45344785> (consulté le 25/04/22).

Fonseca Bento Carolina, « 'Glória'. Qual foi o papel da RARET na Guerra Fria? » [en ligne], Espalha Factos, 10 novembre 2021, <https://espalhafactos.com/2021/11/10/gloria-qual-foi-o-papel-da-raret-na-guerra-fria/> (consulté le 18/03/22).

Futura Sciences, « Guerre froide : en quoi consistait le plan Marshall ? » [en ligne], *Futura Sciences*, <https://www.futura-sciences.com/sciences/questions-reponses/epoque-contemporaine-guerre-froide-consistait-plan-marshall-5469/> (consulté le 07/07/22).

Gautier Céline, « Les journalistes en classe face à la désinformation » [en ligne], CSEM Conseil Supérieur de l'Éducation aux Médias, 5 mai 2020, <http://www.ajp.be/telechargements/jec/FakeNews.pdf> (consulté le 20/07/22).

Hennebique Mélanie, « De quoi parle "Glória", la première série Netflix portugaise d'espionnage inspirée de faits réels ? » [en ligne], Vanity Fair, 8 novembre 2021, <https://www.vanityfair.fr/culture/article/de-quoi-parle-gloria-la-premiere-serie-netflix-portugaise-d-espionnage-inspiree-de-faits-reels> (consulté le 18/03/22).

Hoover Institution Library & Archives [en ligne], <https://digitalcollections.hoover.org/advancedsearch/Objects/archiveType%3AItem%3BseriesId%3A55500> (consulté le 13/04/22)

Hoover Institution Archives, « The Story of Radio Free Europe and Radio Liberty » [en ligne], 2001, https://www.hoover.org/sites/default/files/library/docs/story_of_radio_free_europe.pdf (consulté le 13/04/22).

Johnson A. Ross, « Setting the Record Straight: Role of Radio Free Europe in the Hungarian Revolution of 1956 » [en ligne], Wilson Center, décembre 2006, <https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/publication/happ.op-3.pdf> (consulté le 20/04/22).

Kozovoï Andreï, « La dernière bataille de la Guerre froide sur les ondes : les Soviétiques et l'information radiophonique sur les États-Unis, 1975-1985 » [en ligne], dans *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°26, 2007, pp. 123-134, via Cairn, <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2007-2-page-123.htm> (consulté le 20/04/22).

Larousse, « Ingérence » [en ligne], <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/ing%C3%A9rence/43065> (consulté 20/07/22).

Larousse, « Propagande » [en ligne], <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/propagande/64344> (consisté le 20/07/22).

László Bért, « Rendkívüli hír- és helyzetmagyarázat » [en ligne], Magyar Október, 23 octobre 1956, <http://szer.oszk.hu/felvetel?i=1070677880&n=1956-10-23-22-35-rendkivuli-hir-es-helyzetmagyarakzat> (consulté le 08/05/22).

Lepeuple Anne-Chantal, « “Radio Europe libre” et le soulèvement hongrois de 1956 » [en ligne], dans *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, n°47-1, janvier-mars 2000, pp. 177-195, https://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_2000_num_47_1_2007 (consulté le 20/04/22).

Lepeuple Anne-Chantal, « “Radio free Europe” et “radio liberty” (1950-1994) » [en ligne], dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°48, octobre-décembre 1995, pp. 31-45, https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1995_num_48_1_4421 (consulté le 20/04/22).

Lepri Charlotte, « De l'usage des médias à des fins de propagande pendant la guerre froide » [en ligne], dans *Revue internationale et stratégique*, n°78, 2010, pp. 111-118, via Cairn, <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2010-2-page-111.htm> (consulté le 25/04/22).

Media radio.info, « Portugal: RARET: Centre émetteur de Radio Free Europe à Gloria » [en ligne], https://www.media-radio.info/radiodiffusion/index.php?radiodiffusion=Portugal&id=66&cat_id=29 (consulté le 18/03/22).

Meyer Cord, « The CIA and Radio Free Europe » [en ligne], dans *Georgetown Journal of International Affairs*, vol. 1, n°1, 2000, pp. 127-30, via JSTOR, <http://www.jstor.org/stable/43134017> (consulté le 20/04/22).

Organisation des Nations Unies, « Journée mondiale de la liberté de la presse 3 mai » [en ligne], Organisation des Nations Unies, https://www.un.org/fr/observances/press-freedom-day?fbclid=IwAR1iF47egdajXgICZY_Tn_OIL9kfdH7L9ZKYi45OSu12b4pavO8aQ9O-XM8 (consulté le 20/07/22).

Pecháček Pavel, « L'épopée de Radio Free Europe, service tchécoslovaque » [en ligne], Radio Prague International, 9 mars 2011, <https://francais.radio.cz/lepopee-de-radio-free-europe-service-tchecoslovaque-8565379> (consulté le 20/04/22).

Ramos Gonçalves Ricardo, « Raret, Ribatejo e Guerra Fria: a história de propaganda que deu origem à série “Glória” » [en ligne], NOVO Semanário, 5 novembre 2021, <https://onovo.pt/cultura/raret-ribatejo-e-guerra-fria-a-historia-de-propaganda-que-deu-origem-a-serie-gloria-EC5477240> (consulté le 20/04/22)

Reporters sans frontières, « L'espace global de l'information et de la communication : un bien commun de l'humanité » [en ligne], Reporters sans frontières, 2 novembre 2018, <https://rsf.org/fr/l-espace-global-de-l-information-et-de-la-communication-un-bien-commun-de-l-humanit%C3%A9?fbclid=IwAR0mYIdfa02P77LOWIJa0qr0uA65nt7KZtrOVpfcwV7E5vzWkkwkuA58Jbg> (consulté le 20/07/22).

Rico Simon et Fougerson Alexandre, « Épisode 3/5 : Les ondes font le mur : les radios, armes de propagande de la guerre froide » [en ligne], série Berlin, les sons du mur, France Culture, 14 août 2019, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-serie-musicale-d-ete/les-ondes-font-le-mur-les-radios-armes-de-propagande-de-la-guerre-froide-9701890> (consulté le 25/04/22).

Santos Jéssica, « RARET, A rádio que poucos portugueses conheciam » [en ligne], RFM, 14 mars 2022, <https://rfm.sapo.pt/content/11677/raret-a-radio-que-poucos-portugueses-conheciam> (consulté le 18/03/22).

UNESCO, « Journalisme, “Fake News” & Désinformation » [en ligne], 2019, <https://fr.unesco.org/fightfakenews> (consulté le 20/07/22).

Wikipédia, « Oversight of United States covert operations » [en ligne], [https://en.wikipedia.org/wiki/Oversight_of_United_States_covert_operations#Special_Group/303_Committee_\(December_1955-February_1970\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Oversight_of_United_States_covert_operations#Special_Group/303_Committee_(December_1955-February_1970)) (consulté le 25/04/22).

Wikipédia, « Radio Free Europe/Radio Liberty » [en ligne], https://fr.wikipedia.org/wiki/Radio_Free_Europe/Radio_Liberty#:~:text=Le%20siège%20de%20Radio%20Free,mais%20aussi%20des%20financements%20privés. (consulté le 20/04/22).

Zakharova Larissa, « Des techniques authentiquement socialistes ? Transferts et circulations dans les télécommunications entre l'URSS et l'Europe (années 1920 - années 1960) » [en ligne], dans *Critique internationale*, n°66, janvier-mars 2015, pp. 19-35, via Cairn, <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2015-1-page-19.htm> (consulté le 25/04/22).

Table des matières

PREMIÈRE PARTIE : INTRODUCTION.....	4
1. Contexte de réflexion.....	4
2. Structure de travail.....	6
a. Partie théorique.....	6
b. Partie créative.....	7
c. Le choix du sujet.....	8
d. Méthodologie.....	9
DEUXIÈME PARTIE : APPROFONDISSEMENTS.....	14
1. Propagande et indépendance des médias.....	14
a. Notions théoriques.....	14
b. Évolution de la propagande moderne.....	17
c. La radio, la nouveauté militaire et politique.....	18
2. Portugal.....	21
a. Contexte portugais : de Salazar à la Seconde guerre mondiale.....	22
b. Relations USA-Portugal : incompatibilité et objectif commun.....	25
c. Radio au Portugal : expérience et prédispositions.....	26
3. CIA culturelle.....	28
a. Bases théoriques et idéologiques.....	28
b. CIA et pouvoir politique.....	30
c. Finances et financements.....	32
4. À l'Est, la radio au quotidien.....	34
a. Émission et réception.....	35
b. Population et radio, un lien particulier.....	37
c. Les autorités et la radio.....	38
d. L'épisode RFE 1956.....	40
TROISIÈME PARTIE : CONCLUSION.....	43
Bibliographie.....	47
1. Sources écrites.....	47
2. Sources numériques.....	47
Table des matières.....	51